

DES MOYENS DE PRÉVENIR LES FAILLITES
ET D'OBVIER AUX RÉOLUTIONS
DE CONCORDAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 15 mars 1935, à 14 heures

PAR

Xavier BOUVIER

Président : M. PERCEROU, Professeur
Suffragants { MM. CASSIN, Professeur
ESCARRA, Professeur

LAVAL
IMPRIMERIE BARNÉOUD

1935

DES MOYENS DE PRÉVENIR LES FAILLITES
ET D'OBVIER AUX RÉOLUTIONS
DE CONCORDAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

DES MOYENS DE PRÉVENIR LES FAILLITES
ET D'OBVIER AUX RÉOLUTIONS
DE CONCORDAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 15 mars 1935, à 14 heures

PAR

Xavier BOUVIER

Président : M. PERCEROU, Professeur

Suffragants { *MM. CASSIN, Professeur*
ESCARRA, Professeur

LAVAL
IMPRIMERIE BARNÉOUD

1935



INTRODUCTION

La crise économique qui a commencé de sévir il y a cinq ans et qui, en dépit des pronostics, s'est encore accentuée au cours des derniers mois, menace d'acculer à la ruine et d'exclure du marché un nombre de plus en plus grand d'entreprises.

A l'époque où fut rédigé le Code de commerce, la stabilité et la prospérité du commerce étaient considérées comme la règle générale, l'insuccès ou l'échec apparaissait au contraire comme un accident exceptionnel et presque toujours déshonorant auquel ne s'exposaient que les commerçants incapables. On confondait à peu près commerçant malheureux et commerçant indigne. Aussi le Code de 1807 était-il à dessein sévère pour les faillis. L'intention du législateur n'était pas de menacer indistinctement tous les commerçants, bons ou mauvais, mais au contraire de prendre parti pour les bons en frappant les mauvais.

Cette conception s'inspirait des doctrines économiques en faveur à la fin du XVIII^e siècle. — Autant ce siècle avait été fertile en bouleversements politiques, autant l'évolution de la technique avait été lente et favorable à la stabilité des entreprises commerciales.

Il en a été tout autrement au ^{xix}^e siècle. La technique a subi, dans tous les domaines, des transformations radicales auxquelles nombre d'entreprises commerciales ne purent s'adapter. Ainsi la découverte du rail a tué les transports hippomobiles, mais le rail est menacé de mort à son tour par le développement de la circulation automobile. La rapidité et la commodité des transports décuplent par ailleurs les zones de vente des grandes entreprises aux dépens des négociants locaux.

Ces transformations constituent autant de progrès matériels, mais, en facilitant la fabrication, elles ont fini par encombrer le marché, paralysant les échanges et provoquant le chômage de nombreuses entreprises. Après avoir été pour le commerce une cause déjà inquiétante de trouble et d'instabilité, les transformations de la technique en sont arrivées à avoir des conséquences beaucoup plus graves encore et sont devenues une cause de ruine. Les péripéties du désastre sont presque toujours les mêmes : diminution des débouchés, vente à perte pour sauver une industrie ou conserver sa main-d'œuvre, carence des acheteurs à l'échéance des paiements, krach des établissements financiers dépositaires de fonds, etc., et pour épilogue la déclaration de faillite.

Aucune forme d'entreprise n'est immunisée. Le mal frappe pêle-mêle les entreprises les plus humbles gérées par des commerçants avisés, les vieilles et solides Sociétés en nom collectif où chacun avait mis en commun sa fortune, ses talents, son crédit et son expérience, les Sociétés en commandite, les Sociétés anonymes « brassant des millions ».

La faillite a ainsi pris un caractère en quelque sorte épidémique attesté par les statistiques générales de France ainsi que par celles des Chambres et Tribunaux de commerce.

Or, comme nous l'avons dit, la faillite avait été conçue en 1807 comme un événement exceptionnel, sanctionné à dessein avec une grande sévérité. Son régime sans doute a été adouci par les lois des 28 mai 1838 et 4 mars 1889, cette dernière ayant institué la liquidation judiciaire (1), mais le fait que ce régime, considéré à l'origine comme devant s'appliquer rarement, est devenu au contraire très fréquent, n'en est pas moins paradoxal et les tribunaux consulaires ont été amenés à se demander si la déclaration de faillite, qui pouvait être opportune dans les circonstances connues du législateur il y a plus d'un siècle, l'est encore dans les circonstances actuelles, si différentes.

Les esprits aventureux sont certes tentés de donner à ce problème une solution radicale qui consisterait à bouleverser la partie du Code relative à la faillite. Le présent travail a un but plus modeste, qui est de rechercher par quels moyens, en l'état actuel de nos lois, il peut être possible de prévenir les faillites ou leur réouverture. — Tantôt il s'agit de prévenir une déclaration de faillite frappant un commerçant qui était encore *in bonis*, et le moyen d'obtenir ce résultat consiste généralement à organiser pour les débiteurs malheureux et

(1) D'une manière générale, nous comprenons ici sous le mot de faillite, la faillite proprement dite et la liquidation judiciaire.

de bonne foi un concordat préventif non encore admis dans notre législation ; à défaut, on doit se contenter des concordats amiables, difficiles d'ailleurs à réaliser. C'est aux efforts tentés en vue de l'instauration du concordat préventif ainsi qu'au plus grand développement des mesures amiables, surtout pour la période de crise, que nous consacrerons les chapitres I^{er} à III.

Tantôt, au contraire, il s'agit d'éviter le retour à l'état de faillite d'un commerçant déjà précédemment mis en faillite et bénéficiaire d'un concordat judiciaire, mais dont le concordat inexécuté est menacé de résolution. Le moyen de prévenir ce retour à l'état de faillite consiste à organiser de manière appropriée le concordat judiciaire. C'est à l'organisation du concordat judiciaire et aux moyens d'obvier à sa résolution que nous consacrerons les chapitres IV et V.

CHAPITRE PREMIER

PROJETS DE RÉFORME TENDANT A PRÉVENIR LA FAILLITE

C'est l'un des traits du droit moderne d'avoir éliminé peu à peu le formalisme qui, dans les Sociétés primitives, dominait en matière de contrats comme en matière de droit de famille ou de droit de propriété. Cette élimination a surtout été nécessitée par le développement de la vie juridique qui multiplia les transactions et imposa la nécessité de les faire d'une manière simple et expéditive (1). Ainsi s'est établie progressivement la règle suivant laquelle le simple accord des volontés « tient lieu de loi », suivant la formule expressive de l'article 1134 du Code civil.

Tel est le principe, mais il est peu de principes juridiques qui ne souffrent dans le droit positif des dérogations nombreuses. Il convient d'ailleurs de remarquer que le principe d'après lequel l'accord des volontés « fait la loi » ne s'applique, d'après le Code, qu'aux parties contractantes. Or, il est peu de conventions qui, directement ou indirectement, n'intéressent aussi, à quelque degré, des tiers. De là, en droit civil, les restrictions

(1) Frédéric Girard, *Manuel de Droit Romain*, pp. 461 et suivantes.

apportées à la liberté des conventions immobilières, matrimoniales ou successorales. De là aussi, en droit commercial, le régime rigoureux imposé au commerçant qui cesse ses paiements.

En raison même de son formalisme, la faillite doit être considérée comme un régime d'exception. De toutes les branches de droit, la branche commerciale est celle qui a le plus besoin de souplesse. Même en pleine prospérité une entreprise commerciale supporte mal les entraves, et telle entreprise privée se transformant en administration d'État périlite parce que son négoce ne peut s'accommoder de la gêne et des lenteurs inhérentes à toute organisation administrative. A plus forte raison, le formalisme est-il dangereux s'il saisit une entreprise commerciale déjà vacillante ; le remède peut être pire que le mal. Aussi la faillite doit-elle être considérée comme une institution établie dans l'intérêt des tiers, non du failli, et souvent même aux dépens du failli.

C'est une solution trop brutale au dénouement des crises que rencontrent aujourd'hui un si grand nombre d'entreprises, en même temps qu'une solution trop privative de liberté. — La faillite, en effet, une fois déclarée, et cette déclaration peut survenir à l'improviste à la suite d'une cessation de paiement même si l'actif de l'entreprise dont il s'agit est en pratique supérieur au passif, les créanciers et le débiteur sont dépouillés de cette liberté de traiter entre eux, à leur gré, et ils doivent obligatoirement soumettre à l'appréciation du tribunal les arrangements sur lesquels ils voudront ensuite se mettre d'accord. Le tribunal assume alors une tâche

particulièrement lourde puisque c'est sur lui que repose la responsabilité de la défense des intérêts éventuels de la minorité en même temps que de l'intérêt général.

Le règlement soi-disant de faveur de la loi du 4 mars 1889 qui a institué le « bénéfice » de la liquidation judiciaire, nous paraît de son côté insuffisant devant les difficultés de la crise actuelle. A tort ou à raison, à tort selon nous, la liquidation judiciaire n'est guère considérée que comme un succédané de la faillite, le discrédit qu'elle jette sur les entreprises est presque égal à celui de la faillite, seule une atténuation dans les déchéances frappant les personnes privées peut-elle inciter encore le désir de devancer la mise en faillite par la sollicitation du bénéfice de la liquidation judiciaire.

Les projets ou propositions de loi qui ont été déposés au cours des dernières années, et que les circonstances n'expliquent que trop, témoignent de ce besoin d'alléger le mécanisme de la faillite et de la liquidation judiciaire et de faire la part la plus grande possible aux mesures amiables.

L'exposé de ces projets ou propositions de loi (1) ne présente guère, il est vrai, qu'un intérêt rétrospectif, car de même que la quatorzième législature s'est terminée en 1932 sans qu'aucun d'eux n'ait vu le jour, de même est-il à craindre que la quinzième législature ne prenne fin à son tour en 1936 sans qu'aucune des modifica-

(1) Voir le discours très remarqué prononcé par M. le Président Vincent à l'occasion de l'Installation du Tribunal de commerce de Lyon le 21 janvier 1932. *Gazette judiciaire et commerciale de Lyon*, n° du 27 janvier 1932, p. 25.

tions proposées n'ait abouti. Nous ne pouvons que le regretter, car tout en estimant que le maintien des règles traditionnelles de droit s'impose même et surtout lorsque leur application se heurte aux plus lourdes difficultés, nous pensons que parmi les projets ou propositions que nous allons rapidement passer en revue, certains contenaient des idées qui méritaient d'aboutir.

Nous avons dit que la législation des faillites était sensiblement restée la même depuis la loi de 1838 qui avait profondément modifié, en l'améliorant, le Code de 1807, et la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire. Cette dernière loi avait surtout eu pour but de soustraire le commerçant de bonne foi aux rigueurs de la faillite, en particulier de lui éviter le dessaisissement et les incapacités qui frappent le failli. Il faut toutefois signaler qu'une proposition de loi avait été déposée en 1903 par M. Dormoy pour annuler la loi de 1889, cette proposition approuvée à une très forte majorité par les Cours d'appel, les Tribunaux de commerce et les Chambres de commerce consultés ne vit jamais le jour (1). Faut-il y voir le signe que notre législation des faillites, si soigneusement étudiée lors de l'élaboration de la loi de 1838, était déjà en 1903 garantie d'une sorte d'inamovibilité ?

Bien avant la crise, en 1926, M. P.-E. Flandin avait déposé une proposition de loi tendant à autoriser le

(1) Sur 23 Cours d'appel, 319 Tribunaux de commerce, 107 Chambres de commerce consultés, 16 Cours, 255 Tribunaux de commerce et 86 Chambres avaient donné leur approbation.

concordat amiable intervenu entre le débiteur commerçant et la majorité de ses créanciers.

Les désastres causés par la crise ont multiplié les initiatives, nous exposerons les différents projets ou propositions dans l'ordre où ils furent repris dans le rapport fait au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie par M. Puech (1).

M. Rollin avait déposé, au nom du Gouvernement, un projet tendant à modifier la loi du 4 mars 1889 portant modification de la loi des faillites. Le projet portait sur deux points : donner au tribunal le pouvoir, si les circonstances motivent cette faveur, de changer la qualification de la procédure qu'on appellerait « règlement judiciaire » au lieu de liquidation judiciaire, puis relever le débiteur des déchéances civiles prévues par l'article 21 de la loi du 4 mars 1889 et supprimer les assemblées de vérification et d'affirmation des créances.

M. Le Corbeiller avait déposé une proposition de loi tendant à modifier les articles 504, 505, 506 et 509 du Code de commerce concernant le vote des concordats : les abstentionnistes devaient à l'avenir être considérés comme votant pour le concordat alors qu'en l'état actuel de la législation, ils sont considérés comme votant contre. Dans l'esprit de son auteur, cette modification devait faire cesser les marchandages scandaleux auxquels le vote donne trop souvent lieu.

Une proposition de loi de M. Bardon avait pour objet

(1) Chambre des Députés. Session de 1932. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 1^{er} mars 1932.

de compléter l'article 440 du Code de commerce en instituant un régime spécial applicable aux Sociétés de commerce. Le tribunal pourrait ajourner la mise en faillite et nommer une commission de gestion qui, à l'instar de la loi suisse, prendrait en main la direction de l'affaire.

M. Brunet et ses collègues du groupe socialiste avaient déposé une proposition tendant à créer, en faveur des commerçants mis en difficultés par la crise économique, un régime de règlement transactionnel qui se substituerait à la liquidation judiciaire et à la faillite. C'était la remise en vigueur de la loi du 2 juillet 1919 qui avait institué le « règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers ». On combattait la publicité et on préconisait un statut spécial pour les obligataires des Sociétés commerciales, le régime proposé devait se substituer pendant trois ans aux lois actuelles sur la faillite et la liquidation judiciaire afin de faire face aux difficultés résultant de la crise.

Le règlement transactionnel de 1919 avait reçu une modification importante par la loi du 28 avril 1922 qui avait interdit toute réduction de créance et des attermolements au delà de cinq années. La proposition de M. Brunet autorisait la réduction des créances aux conditions de majorité et de quorum exigées pour le vote du concordat judiciaire, elle stipulait par ailleurs l'obligation pour le bénéficiaire de payer intégralement ses créanciers s'il revenait à meilleure fortune.

MM. de Monzie et Pierre Cot avaient, de leur côté,

déposé une proposition de loi portant institution d'un attermoïement judiciaire et d'un règlement judiciaire en faveur des commerçants débiteurs en état de défaillance. Les auteurs de cette proposition, repoussant le règlement transactionnel et s'en tenant aux principes posés par les lois du 28 mai 1838 et du 4 mars 1889, s'efforçaient de concilier les intérêts des débiteurs de bonne foi, victimes de la dureté des temps, avec l'intérêt général. La proposition contenait deux parties distinctes : l'attermoïement judiciaire et le règlement judiciaire.

L'attermoïement judiciaire était réservé aux débiteurs qui sollicitaient simplement des délais de paiement sans réduction de leur dette ; pour obtenir l'attermoïement, le débiteur devait adresser au Président du Tribunal de commerce une requête motivée accompagnée de son bilan. Le Président devait alors nommer un juge-commissaire assisté d'un auxiliaire du tribunal, c'est-à-dire d'un syndic, le juge devait faire un rapport sur la situation du débiteur, la cause de ses difficultés et la confiance qu'on pouvait accorder à ses engagements. Les créanciers devaient ensuite faire connaître par lettre recommandée s'ils acceptaient ou refusaient les propositions du débiteur, les abstentionnistes étant considérés comme acceptant. L'accord des créanciers devait représenter 70 % des créances, il était subordonné à l'homologation du tribunal.

L'attermoïement judiciaire constituait pratiquement un concordat préventif pour la conclusion duquel la majorité en sommes de 70 % suffisait. Rappelons que, d'après l'article 15, paragraphe 1^{er}, de la loi du 4 mars 1889

applicable à la faillite et à la liquidation judiciaire, le concordat judiciaire doit être voté à une double majorité en nombre et en sommes, plus exactement à la majorité en nombre de tous les créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision représentant les deux tiers de la totalité des créances vérifiées et affirmées ou admises par provision.

La deuxième partie de la proposition de MM. de Monzie et Cot prévoyait l'organisation d'un règlement judiciaire pour ceux qui désiraient obtenir non seulement des délais de paiement, mais encore une remise partielle de leurs dettes. Le tribunal de commerce devait être saisi par voie de requête comme pour l'atерmoіement judiciaire, la majorité requise était comme pour l'atерmoіement judiciaire une majorité en sommes de 70 %. La publicité devait être réduite à une mention dans un répertoire spécial au tribunal de commerce et au registre de commerce et dans une insertion au *Bulletin des annonces légales obligatoires* du *Journal Officiel*.

L'échec de la conclusion de l'atерmoіement judiciaire ou du règlement judiciaire provoquait le dépôt du bilan et, le cas échéant, la mise en faillite d'office. Par contre, l'atерmoіement ou le règlement n'entraînait aucune déchéance civile ou politique du débiteur.

Reprenant les dispositions spéciales de la loi du 2 juillet 1919 relatives aux obligataires dans les Sociétés commerciales, MM. de Monzie et Cot proposaient, en outre, que les Sociétés puissent, à leur choix, solliciter l'atерmoіement et le règlement judiciaires soit des obligataires, soit des créanciers ordinaires, soit des uns et des autres,

ce qui serait susceptible de créer une seule masse ou deux masses distinctes.

Enfin, M. Baudouin-Bugnet déposait une proposition de loi portant institution d'une Conciliation Commerciale en faveur des commerçants qui ne peuvent faire face à leurs engagements. Le traité de conciliation commerciale pouvait comporter des délais et une réduction du passif, il devait être obtenu de la façon suivante : le commerçant en difficulté sollicitait par requête au Président du Tribunal de commerce son admission au bénéfice de la conciliation commerciale. L'ordonnance du président nommait un juge délégué pour surveiller les opérations de la conciliation et un administrateur ayant les pouvoirs d'un séquestre judiciaire ; cet administrateur était choisi en dehors des parents du débiteur ou des mandataires exerçant habituellement les fonctions de syndic ou de liquidateur.

L'ordonnance avait pour effet de suspendre les poursuites individuelles. Les créanciers étaient convoqués en assemblée sous la présidence du juge délégué et appelés à se prononcer sur le traité sollicité par le débiteur. Le traité existait de droit s'il était voté à la majorité des créanciers présents ou représentés, majorité représentant les trois quarts des créances de ces créanciers ; si le traité n'était agréé que par une majorité représentant seulement les deux tiers des créances, il devait être homologué par le tribunal de commerce. Le traité n'entraînait aucune déchéance de quelque sorte que ce soit.

En cas de rejet d'homologation, le débiteur devait être replacé dans le même état qu'avant l'ordonnance

introductive de procédure et le tribunal ne pouvait en prendre prétexte pour prononcer la faillite d'office. Le débiteur ne pouvait renouveler la demande de conciliation commerciale avant un délai de six mois. Ce régime de la conciliation commerciale, prévu seulement pour une durée d'un an, aurait pu être prorogé. Enfin, la conciliation commerciale ne pouvait être accordée qu'aux personnes commerçantes et aux Sociétés de personnes, les Sociétés par actions en étaient exclues, le but était en effet de parer surtout aux difficultés qui assaillent le petit et le moyen commerce.

Le projet de loi sur la conciliation commerciale était la consécration d'études approfondies auxquelles avaient collaboré d'éminents praticiens, tels que M. Albert Troullier, ancien Président du Tribunal de commerce de la Seine et Président de la Section de législation de la Fédération des Industriels et des Commerçants français, et M. Paul Benoist, liquidateur honoraire près le Tribunal de commerce de la Seine. Nous estimons que la Conciliation Commerciale aurait inspiré confiance. Son nom même était heureusement choisi, il évoquait moins le spectre de la faillite ou de la liquidation que les noms de concordat ou de règlement, qu'on les intitule judiciaires, amiables, préventifs ou transactionnels. Nous retenons que, dans un exposé fait le 20 janvier 1932 devant le Comité parlementaire français du Commerce, M. Albert Troullier précisait comme suit les avantages que présentait le projet sur la Conciliation Commerciale, tant pour l'intérêt général que pour l'intérêt du créancier et pour l'intérêt du débiteur.

1° *Intérêt général.* — Dépôt de bilan rapide. Tout le monde est d'accord sur ce point que, neuf fois sur dix, les dépôts de bilan sont tardifs, ce qui est nuisible pour tous. C'est cette idée primordiale qui a été le point de base de la loi du 4 mars 1889.

2° *Intérêt du créancier.* — Dessaisissement du débiteur qui se trouve assisté d'une façon sérieuse, efficace et réellement commerciale. Inaliénabilité des immeubles et du fonds de commerce.

3° *Intérêt du débiteur.* — Publicité réduite au minimum. Application de l'article 1134 pouvant comporter une réduction du passif du débiteur, disposition essentielle qui permet un examen approfondi et sérieux de la situation. Aucune déchéance de quelque sorte qu'elle soit si le concordat est accepté.

Le Président Troullier résumait sa pensée en déclarant que le projet avait les avantages du concordat amiable sans en avoir les inconvénients, les opérations étant garanties et surveillées par le tribunal. D'autre part, le débiteur avait l'assurance que l'échec éventuel ne pourrait aboutir à une mise en faillite d'office.

La place que tient dans cette brève énumération des différents projets de réforme celui qui s'intitule projet de Conciliation Commerciale laisse entrevoir nos préférences. Dans son exposé des motifs (1), M. Baudouin-Bugnet constatait que les différents projets déposés lui étaient apparus les uns trop étroits, les autres trop éten-

(1) Chambre. 2° séance du 17 janvier 1933. *Documents Parlementaires*, p. 136.

dus, et que leur examen l'avait amené à rechercher une solution moyenne. A notre avis, cette solution moyenne avait été fort heureusement mise sur pied et les qualités de célérité, de discrétion, de sécurité et d'équité auxquelles son auteur voulait la voir répondre paraissent atteintes. Malheureusement ce projet a partagé le sort des autres projets que nous avons analysés ci-dessus et, comme eux, il n'a pu venir en discussion.

Appelé à se prononcer sur ces propositions, dont la diversité était déjà une cause d'embarras, et rapporteur de la Commission du Commerce et de l'Industrie, M. Puech s'est déclaré peu favorable à l'établissement de dispositions temporaires et exceptionnelles, y voyant plutôt un danger pour la stabilité du commerce et le respect réciproque des engagements. Se replaçant dans la situation où s'était trouvé le législateur lors de l'élaboration de la loi de 1889 sur la liquidation judiciaire, M. Puech rappelle que plusieurs régimes en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi : concordat préventif, sursis à statuer, conciliation judiciaire, avaient été alors étudiés. La loi de 1889 était issue de ces préoccupations, M. Puech se montrait hostile à la refonte générale de cette loi « qui a fait ses preuves et qui est consacrée par une pratique et une jurisprudence de plus de 40 ans ». Il retenait toutefois quelques-unes des propositions de réforme analysées par nous.

Le rapport de M. Puech propose en particulier d'appeler désormais du nom de « règlement judiciaire » le régime instauré par la loi de 1889. Le projet du Gouvernement, ainsi que nous l'avons vu, se bornait à don-

ner au tribunal le pouvoir de substituer selon les cas la qualification de règlement judiciaire à celle de liquidation judiciaire. M. Puech a cru devoir aller encore plus loin. A ses yeux, le législateur de 1889 eut tort de désigner du nom de liquidation une construction juridique qui a précisément pour but de l'éviter.

Le rapport de M. Puech préconise également la suppression des assemblées de vérification et d'affirmation des créances, cette formalité étant pratiquement devenue sans intérêt. Il convient d'ajouter que les séances d'affirmation de créance se transforment trop souvent dans la pratique en séances tumultueuses qui risquent beaucoup plus de troubler que de faciliter le travail du juge commissaire et du syndic.

Par contre, M. Puech se déclare nettement hostile à la suppression des incapacités électives, tant professionnelles et surtout celles-là, que politiques. En ce qui concerne la publicité, il est d'avis de ne rien changer à l'état de choses actuel, le problème de la publicité est du reste presque insoluble, car, si trop de publicité nuit en la circonstance au crédit de l'entreprise, l'absence ou l'insuffisance de publicité peuvent faire tort à certains créanciers.

Serait également conservée pour le vote du concordat la double majorité en nombre et en sommes ; l'opinion formulée par le Tribunal lors de l'élaboration de la loi de 1807 n'a en effet rien perdu de sa valeur : « pour imposer au créancier une réduction de son droit malgré lui il faut du moins que sa volonté se trouve contrebalancée par un grand poids de volontés opposées qui

l'entraîne ». Il faut prévenir la fraude qui, par la collusion du débiteur et de quelques créanciers fictifs, risquerait de léser les droits des vrais créanciers. Par contre, M. Puech est d'avis de considérer les abstentionnistes comme acceptant le concordat.

Quant au choix du mandataire appelé à gérer le patrimoine du débiteur défaillant et à représenter également les intérêts de la masse, M. Puech estime qu'il convient de s'en tenir au syndic de profession qui, dans toutes les législations, est resté l'organe essentiel de la faillite. En France, le syndic est devenu un auxiliaire précieux des tribunaux de commerce.

La dernière partie du rapport de M. Puech ne concerne pas la faillite en général, mais vise seulement le cas, malheureusement non réglé jusqu'à présent, des Sociétés importantes qui au moment où elles tombent en faillite ont deux sortes de créanciers : des créanciers obligataires et des créanciers ordinaires, les premiers pouvant dans l'ensemble plus facilement consentir des délais, parce qu'ils avaient fait un placement de fonds, les seconds ayant besoin d'être payés rapidement, même au prix d'une réduction de leurs droits. M. Puech adopte les initiatives de MM. de Monzie et Cot ainsi que de M. Brunet, inspirées elles-mêmes des dispositions spéciales de la loi du 2 juillet 1919, et préconise l'institution de deux masses distinctes de créanciers : les créanciers ordinaires et les obligataires, chacune de ces deux masses pouvant accepter des propositions différentes.

Ainsi que nous l'avons mentionné, la quatorzième législature a pris fin en 1932 sans qu'aucun des projets

de réforme n'ait abouti. Ceux-ci théoriquement n'ont pas été abandonnés, car dès les premiers mois de la législature actuelle la Commission du Commerce et de l'Industrie a repris, en vertu de l'article 36 du règlement, le rapport déposé par M. Puech au cours de la législature précédente. Le nouveau rapporteur, M. René Coty (1), ne s'est d'ailleurs pas borné à examiner les projets précédents (rapport du 10 février 1933), il a pris lui-même l'initiative d'une proposition de loi concernant le concordat préventif (annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 8 décembre 1932).

Dans son rapport du 10 février 1933, M. Coty approuve telles quelles la plupart des conclusions de M. Puech. Il propose toutefois plusieurs modifications, notamment celle de ne pas prendre en compte dans le calcul de la majorité les abstentionnistes au lieu, comme le proposait M. Puech, de les considérer purement et simplement comme acceptant, ce qui était en opposition avec la vieille règle juridique « qui ne dit mot ne consent pas ». M. Coty de même propose de simplifier les assemblées de créanciers en assouplissant la procédure, la première assemblée pouvant, si les circonstances le permettent, être en même temps qu'une assemblée de vérification une assemblée de délibération sur les propositions concordataires.

Au sujet des obligataires, M. Coty demande de joindre la question afin de pouvoir procéder à une étude

(1) *Documents Parlementaires*. Chambre. Séance du 7 juillet 1932, annexe 414 ; 2^e séance du 13 janvier 1933, annexe 1253 ; séance du 10 février 1933, annexe 1399.

plus approfondie, il indique par avance qu'il lui paraît impossible de bloquer dans une seule masse d'obligataires les types souvent très différents d'obligations qui peuvent avoir été émis par une Société.

Quant à la proposition de loi du 8 décembre 1932, elle institue pour les commerçants irréprochables victimes de la crise un régime particulier.

M. Émile Faure avait déjà précédemment déposé une proposition tendant à l'institution d'un concordat préventif pour les commerçants défaillants, mais malheureux et de bonne foi ; la proposition de loi déposée par M. Coty, qui s'apparente visiblement à celle de M. Faure, tend à instituer « le concordat à titre préventif en faveur des commerçants victimes de la crise économique ».

M. Coty entend réserver le bénéfice du concordat préventif aux commerçants prudents et sérieux dont la déconfiture est due à la crise. Le bénéfice du concordat préventif serait demandé par voie de requête, le tribunal admettrait ou rejetterait la requête. En cas d'admission les créanciers seraient convoqués, ils auraient à statuer sur les conditions faites par le débiteur, l'accord devrait recueillir les deux tiers des créances comprises dans le vote. Le concordat devrait être ensuite homologué, il n'entraînerait aucune déchéance.

La proposition de M. Coty n'est pas venue en discussion devant la Chambre, la Commission de Législation civile n'ayant pas encore déposé son rapport. Cette impuissance de la Chambre à conclure est regrettable dans une matière d'une actualité malheureusement si grave en raison de la persistance et même de l'aggra-

vation de la crise économique. Par l'organe de ses Commissions le Parlement constate certains maux, affirme l'urgence d'y remédier, étudie un certain nombre de solutions, mais néglige de passer au vote. Rapports et projets se sont accumulés depuis quelques années, beaucoup d'entre eux font honneur au sens juridique de leurs auteurs, mais aucun malheureusement n'a pu se faire admettre. Le Parlement n'est pas une Académie et le travail parlementaire ne vaut que par sa sanction qui est la réforme du droit positif. Or, en matière de faillite et de liquidation judiciaire, aucune réforme importante, si l'on excepte la loi du 30 décembre 1903 sur la réhabilitation des faillis, n'est intervenue depuis 1889 en dépit des améliorations réclamées.

On souhaiterait que le Gouvernement présidé par M. Flandin sût prendre en matière de faillite les initiatives nécessaires. D'une part, M. Flandin est l'auteur d'une intéressante proposition de loi sur l'attribution amiable. D'autre part, en prenant le pouvoir, M. Flandin a nettement affirmé la primauté de l'économique sur le politique. Fidèle à ce principe, il a entrepris de résoudre, par ordre d'urgence, les nombreux problèmes dont se compose la crise actuelle ; si le Parlement prête vie au cabinet Flandin, le problème que soulève la multiplication des faillites a chance d'être résolu.

La nécessité d'introduire dans la législation de la faillite des dispositions prévoyant le concordat préventif ne saurait être indéfiniment éludée.

CHAPITRE II

DES MESURES AMIABLES

A défaut de dispositions légales qui permettraient au commerçant en déconfiture de mettre sa situation au net sans déposer son bilan et sans être assujéti aux exigences d'une minorité impitoyable, force est à ce commerçant, s'il tient à éviter la faillite ou la liquidation, d'obtenir en temps voulu de ses créanciers un arrangement amiable dans le cadre des conventions juridiques ordinaires.

En matière civile comme en matière commerciale, il est fréquent qu'un débiteur incapable de payer tente d'obtenir de son créancier des délais et si possible une remise totale ou partielle de sa dette. C'est là une convention qui ne soulève pas de difficultés particulières. La réalisation d'une convention de ce genre est, par contre, moins facile lorsqu'elle met en présence un débiteur et tout un groupe de créanciers dont les créances sont de valeur différente et qui, par tempérament ou par nécessité, sont inégalement conciliants. Il faudrait, pratiquement, que le débiteur traitât avec chaque créancier séparément, mais le temps lui fait le plus souvent défaut, car s'il veut encore bénéficier de la liquidation judiciaire, il doit la demander dans les quinze jours de sa cessation de paiement ; s'il laisse passer ce délai en

poursuivant la conclusion d'un arrangement amiable, il risque de se priver du bénéfice de la liquidation sans être sûr de réussir dans ses négociations amiables avec les créanciers.

D'un autre côté, ces négociations n'ont chance d'aboutir que si les bases d'entente proposées par le débiteur sont les mêmes pour tous les créanciers, outre que la loi, par l'article 597 du Code de commerce, exige impérieusement une égalité de traitement entre les créanciers même en dehors d'une faillite déclarée. Chacun peut être prêt à consentir certains sacrifices au débiteur, mais non pas au profit des autres créanciers. Dans leurs rapports entre eux, les créanciers sont jalousement attachés au principe d'égalité. L'antique loi *Rhodia de jactu* revit dans tous ces arrangements qui sont un peu la répartition des pertes à la suite d'un naufrage !

Le débiteur pressé par le temps et pratiquement contraint d'offrir à tous ses créanciers des modalités de règlement égalitaire ne peut faire autrement que de s'adresser à eux tous simultanément pour tenter d'obtenir d'eux un même arrangement qui prendra figure de concordat amiable.

Le concordat amiable est donc un accord conclu en dehors de toute procédure de faillite entre un débiteur et ses créanciers et qui a pour but de modifier l'exécution des obligations du débiteur en lui accordant des délais et en lui consentant le plus souvent une remise totale ou partielle de ses dettes. Notre intention n'est pas de faire une étude détaillée du concordat amiable, mais d'indiquer dans leurs grandes lignes sa nature juri-

dique et les conditions de sa conclusion, ainsi que ses effets, afin d'apprécier si, conclu comme nous l'avons dit dans le cadre des conventions juridiques ordinaires, il est un moyen suffisant devant les difficultés économiques actuelles pour éviter la faillite aux commerçants malheureux et de bonne foi de plus en plus nombreux.

I. — NATURE JURIDIQUE ET FORMATION DU CONCORDAT AMIABLE

Si, de l'avis quasi unanime des auteurs, le concordat judiciaire doit être considéré comme un contrat, à plus forte raison le concordat amiable a-t-il ce caractère. C'est en effet purement et simplement une convention, un acte consensuel basé sur l'article 1134 du Code civil. Sa particularité consiste dans le grand nombre des parties contractantes, mais aucune procédure spéciale n'est exigée pour sa formation. En particulier, aucune publicité préparatoire n'est requise, c'est un avantage pour le crédit du débiteur et de l'entreprise qu'on veut précisément renflouer.

On peut craindre, il est vrai, que par suite du défaut de publicité plusieurs créanciers restent à l'écart du concordat et que leur réclamation ultérieure risque de le compromettre, mais c'est une crainte vaine à notre avis, car tous les créanciers doivent normalement pouvoir être avisés par le débiteur à moins que celui-ci n'ait pas tenu une comptabilité exacte et ordonnée. Dans ce cas, on ne doit pas trop s'apitoyer sur l'échec ou la

caducité ultérieure du concordat car le bénéficiaire, passible éventuellement de la banqueroute simple en vertu de l'article 586 du Code de commerce, n'était vraiment pas digne d'un concordat amiable.

Dans la pratique, le débiteur qui désire obtenir de ses créanciers un concordat amiable leur adresse un rapport écrit indiquant l'état actuel de ses affaires et les causes de sa déconfiture, ce rapport ne manque pas de mettre en relief les efforts tentés et les sacrifices consentis pour tâcher de redresser la situation, il renferme le plus souvent des propositions de règlement ou en laisse entrevoir et, si l'affaire est importante, convoque les créanciers à une réunion. Dans le rapport ou à la réunion qui suit, le débiteur met les créanciers en garde contre le rejet inconsidéré de ses propositions de règlement en indiquant, ce qui est presque toujours le cas, qu'une déclaration de faillite et l'état d'union qui s'ensuivrait vraisemblablement sera pour eux plus désavantageux. Ce rapport et ces propositions sont la plupart du temps envoyés sous le timbre d'un cabinet d'affaires avantageusement connu dont le crédit est susceptible d'en renforcer la valeur et d'en faciliter le succès.

Quand le concordat amiable est-il réalisé ? La réponse n'est pas la même que pour le concordat judiciaire, celui-ci se trouve définitivement conclu lorsque, voté à la double majorité prévue par le Code, il est ensuite homologué par le tribunal de commerce, c'est précisément le jugement homologatif qui lui donne sa date. Pour le concordat amiable, il n'y a pas d'homologation puisque tout se passe entre les parties en dehors de l'inter-

vention du tribunal, il n'y a pas par ailleurs de majorité qui soit habilitée à imposer aux dissidents sa loi.

L'accord donné par chaque créancier se trouve pratiquement subordonné à l'obtention par le débiteur de l'accord unanime des créanciers en vertu de la condition suspensive sous-entendue que les conditions de règlement seront proportionnellement les mêmes pour tous. La condition suspensive joue en la circonstance avec ses effets habituels, à savoir la caducité de l'engagement pris si la condition défaille, et par contre la naissance de l'engagement avec rétroactivité si la condition se réalise. De ce fait, tant qu'il reste des créanciers qui n'ont pas fait connaître leur décision, la validité des accords déjà recueillis est incertaine. Le concordat amiable ne sera donc juridiquement conclu que lorsque tous les créanciers y auront adhéré. Cette dernière considération ne doit toutefois pas être poussée à l'extrême, les créanciers ne pourraient prendre prétexte du refus d'un créancier dont la créance est relativement minime pour revenir sur leur décision, c'est là une question d'interprétation et de bonne foi et fort heureusement les choses finissent par s'arranger lorsque les dissidences ont été peu importantes.

L'accord unanime sera relativement facile à obtenir si le débiteur sollicite seulement des délais de paiement, il en ira tout autrement lorsque le débiteur demandera, en outre, une réduction des créances. C'est alors que l'effort devra être plus grand pour aboutir à une conciliation.

On peut heureusement compter pour aboutir à une

solution raisonnable sur la sagesse de l'ensemble des créanciers. Les partisans du concordat s'efforceront de convaincre les dissidents et les abstentionnistes, à défaut d'y parvenir ils pourront, s'ils le jugent opportun, — mais moyennant une publicité strictement nécessaire, — autoriser le débiteur à se libérer des créanciers dissidents soit en les payant intégralement, soit en leur consentant des conditions de règlement exceptionnelles. Il n'y a rien là qui soit contraire au contrat passé entre le débiteur et l'ensemble de ses créanciers puisque les avantages particuliers ainsi consentis le sont avec l'accord de ces derniers. Nous faisons observer que, dans les grands centres, il existe des cabinets d'affaires de suffisante honorabilité pour que les attermoiements conclus par leur intermédiaire n'éveillent point de soupçon.

Dans le concordat judiciaire, le droit de vote est refusé aux créanciers privilégiés, hypothécaires ou nantis sous peine d'être déchus de leurs hypothèques, gages ou privilèges. S'ils votent, ils sont supposés avoir renoncé à leurs avantages (art. 508 Code de commerce). A défaut d'une disposition de loi, on ne peut appliquer la même règle en matière de concordat amiable. L'intervention des créanciers privilégiés, hypothécaires ou nantis se manifestera d'ailleurs plutôt par des facilités ou des délais de paiement que par une réduction proprement dite de créance.

Il y a une nécessité impérieuse pour le débiteur à intéresser cette catégorie de créanciers à la conclusion du concordat. Que lui servira en effet d'obtenir des uns termes et délais si dans le même temps ceux

qui ont comme garantie de leurs créances des droits sur les immeubles, les machines, les approvisionnements, c'est-à-dire sur les éléments vitaux de l'entreprise, peuvent exercer impitoyablement leurs droits ? Ce sont précisément ces créanciers-là qui tiennent l'entreprise à leur merci ; dans la faillite, nonobstant la suspension des poursuites individuelles qui paralyse les autres créanciers, ils conservent le droit d'exercer leurs poursuites sur les biens sur lesquels portent leurs sûretés, ils le conservent *a fortiori* dans le concordat amiable.

Il y a donc intérêt à obtenir des créanciers nantis ou hypothécaires, à défaut de remises partielles qu'ils n'ont pas de raison de consentir, un sursis ou certains arrangements qui permettent au débiteur de poursuivre le redressement de son entreprise en observant les conditions du concordat conclu avec les créanciers chirographaires. Les créanciers hypothécaires ou gagistes doivent pouvoir consentir ces arrangements, car de deux choses l'une : ou les biens qui leur servent de sûretés sont suffisants pour couvrir leur créance et, dans ce cas, ils ne risquent rien à attendre, ils peuvent même s'ils ont besoin de leurs capitaux négocier leurs droits, ou ces biens sont insuffisants pour garantir le paiement intégral de leurs créances et, dans ce cas, ils redeviendront, pour le solde non garanti, des créanciers chirographaires ayant le même intérêt que l'ensemble des créanciers chirographaires.

C'est seulement à l'issue de ces pourparlers et de ces négociations que le concordat pourra être considéré comme conclu. Il sera alors définitif et liera les créan-

ciers qui ne pourront revenir sur leur décision sauf le cas de fraude du débiteur ou d'inexécution des engagements souscrits. Il n'est pas indispensable de procéder à la rédaction d'un acte destiné à entériner l'accord de chacun, un accord donné par simple lettre pourra d'autant plus suffire que nous sommes en matière de commerce, où la preuve par témoins est généralement admise. A plus forte raison se trouve-t-on dispensé d'établir un original pour chaque partie du contrat comme cela est la règle en matière civile pour les contrats synallagmatiques. Au surplus, n'est-il pas nécessaire, plus que jamais, d'éviter des frais fiscaux ?

Cet aperçu laisse entrevoir quelles difficultés rencontre dans la plupart des cas la conclusion d'un concordat amiable : tâche ingrate parce qu'elle exige le concours de tous les créanciers sans exception et se trouve contrariée par l'éloignement des uns, par la méfiance des autres, par l'indifférence des créanciers nantis ou hypothécaires et que, pour atteindre le but poursuivi qui est d'éviter la mise en faillite ou en liquidation, il est indispensable d'aboutir très rapidement. C'est pourquoi une intervention législative serait si désirable.

II. — EFFETS DU CONCORDAT AMIABLE

Le but du concordat amiable est de permettre au débiteur de désintéresser au mieux ses créanciers et de sauver son entreprise en évitant la faillite ou la liquidation judiciaire dans les circonstances où cette mesure compromettrait la situation.

Si le débiteur est simplement gêné et que sa trésorerie doive normalement s'améliorer, il sollicitera un moratoire. Ce commerçant est souvent loin d'être insolvable et cependant, puisqu'il ne peut momentanément faire face à ses échéances, il est aux yeux de la loi en état de cessation de paiement, il pourrait donc se voir mis en faillite sur requête d'un créancier impayé ou même d'office par le tribunal. Ces mesures radicales sont hors de proportion avec les embarras passagers auxquels il s'agit de porter remède. Le Code n'a pas prévu de situation intermédiaire entre la prospérité et la ruine, or ces situations intermédiaires se sont multipliées depuis le début de la crise actuelle et la nécessité s'impose plus que jamais de combler cette lacune du droit commercial français.

A deux périodes troublées du siècle dernier, le législateur s'était trouvé en présence d'une situation économique aussi critique ; en 1848 et en 1870-1871, le commerce traversa en effet deux crises graves. Par décret du 19 mars 1848, le Gouvernement provisoire autorisa les tribunaux de commerce à accorder aux commerçants un sursis de trois mois, une disposition analogue fut prise par le Gouvernement de la Défense Nationale le 7 septembre 1870. On peut regretter que ces mesures temporaires n'aient pas, à leur expiration, été remplacées par des lois organisant le concordat préventif, ainsi que cela fut alors suggéré.

Sans doute, en vertu du pouvoir que leur donne l'article 1244 du Code civil, les juges peuvent accorder à un débiteur des délais de paiement, mais, ainsi que le

stipule le Code, ils doivent user de ce pouvoir avec une grande réserve, le délai de grâce ainsi prévu n'est pas à dédaigner, mais, à tout prendre, ce n'est pas un remède suffisant aux difficultés commerciales actuelles ; il suffirait du reste de rappeler que l'article 1244 existait déjà en 1848 et en 1870 et qu'on a néanmoins estimé utile d'instituer le sursis de paiement pour éviter aux commerçants, alors gênés par la difficulté des recouvrements, les rigueurs de la faillite.

Si au contraire la situation du débiteur est telle que, nonobstant les délais les plus libéraux qui pourraient lui être consentis, mais qui seraient au demeurant insuffisants, il ne peut espérer pouvoir payer la totalité de ses dettes, il sera obligé, s'il veut vraiment assainir une bonne fois sa situation, de demander une remise partielle de ses dettes. Le concordat prévoira alors le versement d'un dividende à effectuer en une ou plusieurs fois. Encore faut-il, pour que le plan ainsi arrêté puisse être ponctuellement exécuté, que l'entreprise commerciale ou industrielle du débiteur soit saine et rémunératrice. Si, pour des raisons qui peuvent être très diverses, l'entreprise est appelée à travailler à perte ou à ne pas trouver de débouchés pour ses produits, ce serait vraiment s'obstiner à vouloir remplir le tonneau des Danaïdes que de consentir des sacrifices pour son redressement. Mieux vaut en pareil cas liquider la situation. Le débiteur pourra alors, comme cela a également lieu en matière de concordat judiciaire, proposer à ses créanciers un concordat par abandon d'actif.

Comme le concordat judiciaire, le concordat amiable

comporte donc des modalités très diverses. Celles-ci dépendent non seulement de la gravité du mal dont souffre l'entreprise, mais de multiples circonstances, en particulier de la nature de l'entreprise (commerçant isolé, société de personnes ou société de capitaux) et des engagements souscrits, tels que les marchés à long terme éventuellement passés et les emprunts contractés. Si grande que puisse être cette diversité, certaines conséquences du concordat amiable sont invariables.

Le débiteur concordataire.

Le débiteur bénéficiaire d'un concordat amiable n'ayant pas précédemment, comme le failli ou le liquidé, été dessaisi de l'administration de ses biens n'a pas à être remplacé à la tête de ses affaires, il y est en effet toujours resté ; donc, à plus forte raison encore que dans le concordat judiciaire, c'est lui qui assurera l'exécution du concordat. Cependant les créanciers, avertis à leurs dépens de l'incompétence ou de l'incurie du débiteur, pourront juger opportun de le faire assister par un tiers plus expérimenté qui, comme cela a souvent lieu pour le concordat judiciaire, remplira le rôle de commissaire au concordat.

Signalons toutefois une différence au sujet du dessaisissement entre le concordat judiciaire et le concordat amiable lorsque le concordat est un concordat par abandon d'actif. Comme il est inutile dans ce cas de remplacer le débiteur à la tête de ses affaires, l'article 541 du Code de commerce confie le soin de la liquidation au

syndic et au juge-commissaire. Le concordat judiciaire par abandon d'actif est donc en fait une sorte d'état d'union où le débiteur reste dessaisi, la jurisprudence exigeant impérativement que les réalisations soient opérées dans les formes prescrites par la loi de faillite. En cas de concordat amiable par abandon d'actif, le débiteur reste au contraire saisi de l'administration de ses biens et il est juridiquement habilité à procéder à leur liquidation. C'est là une différence notable.

Dans une mesure déterminée par le traité conclu, le concordat produit une détente entre le débiteur et ses créanciers ; le débiteur n'est plus harcelé par leurs demandes de paiement ni menacé à tout instant de leurs mesures d'exécution. Ce répit lui rend le goût au travail et ce facteur moral peut être d'un grand poids dans le redressement de la situation.

Souvent, ainsi que nous l'avons envisagé, il bénéficie, en même temps que de délais, d'une remise partielle de dettes. On rencontre presque toujours une remise de dettes dans le concordat judiciaire, mais on ne reconnaît pas à cette remise de dettes le caractère juridique de la remise de dettes proprement dite traitée au chapitre de l'extinction des obligations du Code civil, articles 1282 et suivants. On fait à ce sujet valoir que la remise de dette pour produire les effets civils prévus doit être volontaire alors que, dans le concordat judiciaire, elle n'est volontaire que de la part de la majorité ; au surplus, cette majorité elle-même n'est pas en la circonstance poussée par l'*animus donandi* qui doit être à la base de la remise de dettes, mais par son propre

intérêt, à savoir le désir de s'éviter une plus grande perte. Il en va différemment, semble-t-il, dans le concordat amiable. La remise est consentie par tous puisque l'unanimité est de l'essence du concordat amiable, mais il manque aux créanciers l'*animus donandi* indispensable. La remise de dette du concordat amiable a le même caractère que la remise de dette du concordat judiciaire. Elle n'entraîne pas novation, le débiteur est dispensé de payer, mais il reste tenu d'une obligation naturelle.

Toutefois, les effets juridiques ordinaires de la remise de dette joueront à l'égard des cautions en cas de concordat amiable, ainsi que nous le verrons plus loin, alors qu'ils ne jouent pas en cas de concordat judiciaire.

Dans certains concordats, le débiteur est tenu de s'acquitter intégralement en cas de retour à meilleure fortune, et cela non par l'effet d'une simple obligation morale ou d'une obligation naturelle, mais en vertu d'une clause formelle du concordat ; certaines législations en font une obligation légale du concordat préventif, telle la loi belge. Certains projets de loi, nous l'avons vu, tendent à introduire ce système en France, l'idée est bonne et répond à un sentiment de justice, car c'est uniquement contraints par les circonstances que les créanciers consentent un abandon de leur créance ; toutefois la réalisation pratique en apparaît assez difficile. Nous souhaitons la généralisation de ces sortes de stipulations.

Le débiteur est tenu d'exécuter les clauses du concordat. C'est du reste son propre intérêt ; s'il n'y satisfait pas, il peut, conformément aux règles de droit, y être

contraint ou voir annuler le concordat. La résolution automatique du concordat sera souvent prévue, le concordat sera réputé résolu dès qu'une de ses clauses restera inexécutée. A défaut même de cette stipulation explicite, le concordat pourra, en vertu de la clause résolutoire sous-entendue dans tous les contrats synallagmatiques, être résolu, mais cette résolution devra comme pour un contrat ordinaire être demandée en justice, si bien que le tribunal qui n'aura pas eu à intervenir pour la formation du concordat amiable interviendra pour le dénouer. Le tribunal pourra accorder des délais si l'exécution lui paraît simplement contrariée par des embarras passagers. De même, en effet, que le juge peut, comme nous l'avons vu, accorder un délai de grâce pour le paiement en vertu de l'article 1244 du Code civil, de même il peut, en vertu de l'article 1184, surseoir à la résolution d'un contrat — fût-ce même d'un concordat judiciaire — en accordant au défendeur qui n'a pas encore rempli ses obligations un délai selon les circonstances.

Si le concordat est résolu pour inexécution, les avantages précédemment accordés par les créanciers tombent, le débiteur est à nouveau tenu de toutes ses dettes et le paiement en redevient exigible conformément aux échéances originaires. La résolution du concordat amiable n'est point réglementée par le droit commercial comme l'est la résolution du concordat judiciaire ; le droit commercial ignore, en effet, le concordat amiable, il n'y fait allusion qu'à l'article 16 de la loi de 1889 pour l'interdire après l'ouverture de la liquidation judiciaire et à

plus forte raison de la faillite. La résolution est donc réglée conformément au droit commun. Il en est du reste de même de l'annulation qui ne doit pas seulement intervenir comme pour le concordat judiciaire en cas de dol ou de mise en banqueroute frauduleuse, mais dans tous les cas habituels d'annulation des contrats, tels que l'incapacité ou l'erreur.

Les créanciers.

La situation nouvelle faite aux créanciers par la conclusion du concordat amiable est pour une part la contrepartie de la situation nouvelle faite au débiteur, la remise de dette dont bénéficie le débiteur a en effet pour corollaire une réduction de leur créance. Le concordat amiable est généralement établi en faveur du débiteur, les créanciers y gagnent toutefois d'être en face d'une situation éclaircie et de connaître les versements qu'ils recevront de leur débiteur ; ce n'est pas là une considération sans valeur pour des créanciers qui, le plus souvent, sont eux-mêmes commerçants, soucieux de prévoir et d'assurer à bonne date leurs propres échéances. Le concordat conclu garantit aux créanciers, autant que cela est possible, qu'ils ne perdront pas toute leur créance ; il les fixe plus rapidement que ne le ferait la faillite sur les rentrées à espérer et leur permet ainsi de connaître plus exactement la valeur de leur actif.

Les créanciers sont définitivement liés vis-à-vis du débiteur par l'accord qu'ils lui ont donné, pour autant toutefois, comme nous l'avons dit, que cet accord n'est

entaché d'aucun des vices du consentement ; ils ne peuvent donc revenir sur cet accord une fois le concordat conclu. Il faudrait la découverte d'un fait nouveau, par exemple, la dissimulation d'un élément important de l'actif, pour tout remettre en question, mais nous serions alors en présence d'une erreur ou d'une fraude, c'est conformément aux règles générales du droit que le consentement entaché d'erreur serait nul. *Fraus omnia corrumpit*.

De même, si le débiteur pour une raison quelconque avantagerait secrètement un créancier, les autres seraient en droit de faire résoudre le concordat, indépendamment de la sanction pénale de l'article 597 du Code de commerce, car, de même que l'accord est donné sous la condition suspensive sous-entendue que tous les créanciers adhéreront au concordat, il est également donné sous la condition résolutoire sous-entendue que tous recevront proportionnellement les mêmes sommes. Il n'est pas possible, si l'on s'en tient aux règles générales du droit, de faire tomber l'avantage particulier tout en conservant au concordat sa validité ; la clause de l'avantage particulier subsisterait en effet entre le débiteur et le créancier qui en est bénéficiaire. La jurisprudence, dans le but de maintenir la validité du concordat tout en supprimant les avantages occultes, applique aux concordats amiables les articles 597 et 598 du Code de commerce prévus pour le cas de faillite et qui annulent *erga omnes* les avantages particuliers accordés par le débiteur. Cette mesure s'impose presque si l'on veut sortir de difficulté, mais il n'est pas inutile de souligner que pour sauver

l'existence du concordat amiable et assurer une égalité de droits entre les créanciers, la jurisprudence en est réduite à transposer des dispositions spécialement instituées pour la faillite. C'est un expédient qui se justifie par ses avantages pratiques, mais que la doctrine se fait scrupule d'approuver sans réserve.

Par ailleurs, le concordat amiable ne confère aux créanciers aucun droit hypothécaire analogue à celui dont jouissent les créanciers dans le concordat judiciaire en vertu de l'article 517 du Code de commerce. Dans la faillite, en effet, la masse bénéficie d'une hypothèque légale et cette hypothèque est conservée à chaque créancier par l'homologation du concordat, mais il est fréquent que les créanciers concordataires renoncent dans le concordat judiciaire à ce droit hypothécaire à moins qu'ils ne désignent un commissaire chargé d'assurer, selon les circonstances, le maintien ou la radiation de l'inscription.

Nous avons indiqué précédemment l'intérêt pour le débiteur de conclure avec les créanciers hypothécaires, nantis ou privilégiés, les arrangements utiles pour pouvoir mener à bonne fin son concordat. Ces créanciers seront donc liés dans la mesure des concessions qu'ils auront consenties.

Les co-obligés et les cautions.

Dans le concordat judiciaire, les co-obligés et les cautions restent, nonobstant le concordat, intégralement tenus de leur obligation originaire en vertu des disposi-

tions formelles de l'article 545 du Code de commerce. Dans le concordat amiable, au contraire, la remise de dette dont profite le débiteur principal libère dans la même mesure les co-obligés. L'article 545 est en effet spécial à la faillite et à la liquidation judiciaire, la règle très dure qu'il institue est imposée par des considérations de crédit et afin de permettre l'heureux aboutissement du concordat. En matière de concordat amiable, c'est au contraire l'article 1287 du Code civil qui s'applique, c'est-à-dire les règles du droit commun d'après lesquelles la remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal libère les cautions ; on considère que le créancier, en libérant le débiteur principal, a entendu libérer dans la même mesure ses co-obligés.

Par contre, l'annulation et la résolution du concordat amiable ont à l'égard de la caution garante de l'exécution du concordat les mêmes conséquences qu'auraient l'annulation et la résolution d'un concordat judiciaire : l'annulation libère la caution, mais la résolution maintient son obligation.

III. — ANNULATION ET RÉSOLUTION

Nous avons déjà mentionné que le Code ne réglemente pas la résolution du concordat amiable, il ne dit rien non plus de son annulation. L'article 518 du Code de commerce limite les cas d'annulation du concordat judiciaire au dol découvert depuis l'homologation et résultant de la dissimulation de l'actif ou de l'exagération du

passif ; à défaut de texte spécial le concordat amiable est annulable pour toutes causes de nullité susceptibles d'affecter une convention ordinaire, tels que l'erreur, la violence, le dol sans les restrictions stipulées par l'article 518.

La résolution a lieu à la suite d'inexécution des clauses du concordat. Elle est prononcée par jugement à la demande d'un créancier et entraîne la résolution à l'égard de tous en vertu de la condition résolutoire sous-entendue. Les créanciers n'entendent être tenus par le concordat que si tous les autres le sont aussi.

L'annulation et la résolution du concordat replacent les créanciers dans leur situation antérieure, les versements qu'ils ont reçus leur restent acquis. C'est du moins ce que nous pensons, car nous ne reconnaissons pas le droit au syndic de les obliger à rapporter ces versements comme ayant été faits pendant la période suspecte. Bien qu'une décision de jurisprudence soit intervenue dans ce sens, il ne nous semble pas que dans leurs rapports entre eux les droits des créanciers doivent être régis par les règles de l'article 526 du Code de commerce. L'article 526, en effet, prévu pour le cas de résolution du concordat judiciaire, ne replace les créanciers dans l'intégralité de leurs droits qu'à l'égard du failli ; dans leurs rapports avec les nouveaux créanciers, les droits des anciens créanciers sont les suivants : si les créanciers n'ont touché aucune part du dividende, ils peuvent figurer dans la masse pour la totalité de leurs créances ; si au contraire ils ont reçu une partie du dividende, ils ne peuvent figurer dans la masse que pour

la portion de leurs créances primitives proportionnelle à la partie du dividende non touché. Cette disposition a un caractère particulier et il serait, à notre avis, abusif de l'étendre aussi arbitrairement à la résolution du concordat amiable.

*

* *

En somme, les règles qui président à la conclusion du concordat amiable et à son exécution sont dans leur ensemble celles de tout contrat synallagmatique. Le concordat amiable est pratiquement difficile à réaliser à cause de la nécessité de réunir l'accord de tous les créanciers et cela dans des délais très courts. Par ailleurs, étant conclu sans intervention de justice, ce genre de concordat n'offre de garantie absolue que s'il intervient entre gens honorables et par l'intermédiaire de négociateurs scrupuleux.

Il faut surtout veiller au maintien de l'égalité des droits des créanciers. Les fraudes sont parfois difficiles à déceler : concession d'avantages particuliers, dissimulation d'une partie de l'actif, admission de créanciers fictifs.

Pour toutes ces raisons, l'intervention du tribunal dans ces concordats serait très désirable, mais elle n'est malheureusement pas possible dans l'état actuel de la législation française. Le Code de commerce et la loi du 4 mars 1889 n'ont pas laissé au tribunal le soin d'examiner lui-même quelle est pour chaque commerçant en difficultés la solution la meilleure, solution qui peut varier

d'un cas à l'autre. Ces textes ont au contraire imposé au tribunal une procédure uniforme : faillite ou liquidation judiciaire suivies, l'une et l'autre, de l'état d'union ou d'un concordat judiciaire. Que cette uniformité ne convienne nullement à l'infinie variété des situations, c'est l'évidence même, mais le tribunal ne saurait prendre des initiatives que la loi n'a ni prévues ni permises. Il doit s'abstenir en particulier de collaborer à des concordats avant faillite, la loi ne l'autorisant à n'organiser de concordats qu'après déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire.

Le tribunal peut néanmoins s'efforcer de faciliter la conclusion des concordats amiables en accordant au débiteur les délais dont il a besoin pour engager et mener à bonne fin les négociations délicates qui sont toujours nécessaires en pareil cas. Encore le tribunal doit-il se montrer circonspect ; il ne faut pas, en effet, que, dans l'espoir de voir aboutir le concordat amiable, le tribunal laisse le commerçant dépasser outre mesure les délais impartis par la loi pour la liquidation judiciaire et pour la mise en faillite.

Ce que les tribunaux de commerce veulent éviter avant tout, ce sont des négociations prolongées ne profitant qu'à quelques intérêts. Il en résulte que, dans beaucoup de cas, les tentatives de concordat amiable échouent et que le débiteur est acculé à déposer son bilan. Ce dépôt ayant alors souvent lieu plusieurs semaines après la cessation de paiement, le débiteur devrait en principe être déclaré en faillite ; toutefois, certains tribunaux, prenant en considération la bonne volonté du commer-

çant, lui accordent le bénéfice de la liquidation judiciaire avec facilité et sans se montrer exigeants sur la date de la cessation des paiements.

Le concordat amiable n'est donc pratiquement qu'une solution médiocre à cause surtout du manque de contrôle du tribunal. La solution qui, tout en évitant la faillite, sauvegarderait efficacement tous les intérêts en cause serait, à notre avis, le concordat préventif qui dûment contrôlé par le tribunal assure un règlement plus rapide que la faillite. Le concordat préventif n'a malheureusement pas encore d'existence légale en France ; par contre, il a été expérimenté avec succès dans plusieurs pays étrangers, c'est là une série de précédents qu'il paraît utile d'étudier.

CHAPITRE III

DU CONCORDAT PRÉVENTIF EN BELGIQUE ET EN ALLEMAGNE

Un certain nombre de pays étrangers possèdent le concordat préventif (1). En raison des innovations récentes apportées dans ce domaine par le droit de la Belgique et de l'Allemagne, nous limiterons notre étude à ces deux pays.

Dans le premier, le régime du concordat préventif existe depuis un demi-siècle, mais a subi, il y a peu de temps, des modifications ; dans le second, au contraire, il est de date assez récente et nous avons été à même, par nos occupations professionnelles, de le voir fonctionner dans la Sarre (2).

(1) Allemagne : loi du 5 juillet 1927 ; Autriche : loi du 20 décembre 1914 ; Belgique : loi du 29 juin 1887 ; Danemark : loi du 14 avril 1905 ; États-Unis d'Amérique : loi du 3 mars 1933 ; Hongrie : loi du 14 novembre 1915 ; Italie : loi du 24 mai 1903, remplacée par la loi du 10 juillet 1930 ; Luxembourg : loi du 14 avril 1886, modifiée par la loi du 1^{er} février 1911 ; Norvège : loi du 6 mai 1899, modifiée par la loi du 7 juin 1906 ; Roumanie : loi du 10 juillet 1929.

(2) Sarre : Ordonnance de la Commission de Gouvernement du 30 août 1928, appliquant au Territoire de la Sarre la loi d'Allemagne susindiquée.

I. — DROIT BELGE

La Belgique avait adopté en son temps le Livre III du Code de commerce français sur les faillites et banqueroutes. A la suite de sa modification en France par la loi du 28 mai 1838, elle a, à son tour, refondu cette partie de son Code par une loi du 18 avril 1851. A côté de la faillite, cette loi a organisé la procédure du sursis de paiement. Ultérieurement la loi du 20 juin 1883 a institué le concordat préventif que la loi du 29 juin 1887 a rendu définitif.

Un arrêté-loi du 15 octobre 1934 vient de créer, en raison des difficultés provoquées par la crise, un nouveau régime propre à éviter la faillite aux commerçants malheureux et de bonne foi, c'est la gestion contrôlée par justice. Un autre arrêté-loi de même date a allégé, pour la période de crise, les conditions d'obtention du sursis de paiement.

La Belgique, où la liquidation judiciaire n'existe pas, possède donc par contre trois institutions susceptibles de permettre au commerçant en difficultés de sortir d'embarras sans être mis en faillite, ce sont : le sursis de paiement, le concordat préventif proprement dit et la gestion contrôlée. Nous allons examiner successivement ces trois institutions.

1° Le sursis de paiement.

Le sursis de paiement constitue un moyen préventif de la faillite, il est réglementé par les articles 593 à 614 du Code de commerce. « Le sursis de paiement n'est

accordé, dit l'article 593, qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan, dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts ». La différence fondamentale entre le sursis de paiement et le concordat préventif est que le sursis suppose un actif suffisant pour éteindre tout le passif.

Le sursis est accordé par la Cour d'appel du ressort. Voici brièvement la procédure. Le débiteur adresse une requête simultanément au tribunal de commerce et à la Cour d'appel en y joignant l'exposé des événements sur lesquels il fonde sa demande et l'état détaillé et estimatif de son actif et de son passif ainsi que la liste de ses créanciers. Le tribunal de commerce nomme des experts chargés de vérifier l'état des affaires du débiteur et désigne un juge-commissaire. En attendant la décision de la Cour sur le sursis de paiement, le tribunal peut accorder un sursis provisoire.

Les créanciers sont convoqués pour déclarer s'ils adhèrent ou non à la demande du débiteur, une convocation personnelle leur est adressée, la convocation est en outre insérée dans le *Moniteur* et les journaux désignés par le juge-commissaire. Le tribunal transmet à la Cour le résultat de son instruction avec son avis, c'est alors que la Cour statue, sur le rapport d'un de ses conseillers.

La Cour ne peut accorder le sursis demandé que si le débiteur est solvable et si sa demande a recueilli l'adhésion de la majorité des créanciers, représentant les trois quarts des créances ; cette majorité se calcule sans tenir

compte des créanciers résidant à l'étranger qui n'ont pu être saisis en temps voulu. Les abstentionnistes sont considérés comme refusant leur adhésion.

Le sursis octroyé par la Cour ne peut dépasser un an, il peut être prolongé pour une nouvelle année, et il peut même bénéficier d'une troisième année si le débiteur a entre temps déjà acquitté 60 % de son passif. Les jugements relatifs à l'octroi d'un sursis provisoire de la part du tribunal de commerce ou les arrêts relatifs à l'octroi ou à la prolongation d'un sursis définitif de la part de la Cour doivent être affichés au tribunal de commerce et publiés dans le *Moniteur* et certains autres journaux à désigner. La Cour nomme un ou plusieurs commissaires chargés de surveiller et de contrôler les opérations du débiteur pendant la durée du sursis.

Le jugement du tribunal de commerce qui accorde, refuse ou révoque le sursis provisoire n'est susceptible d'aucun recours, par contre les arrêts de la Cour relatifs au sursis définitif peuvent être déférés à la Cour de cassation.

Aucune exécution ne peut être pratiquée par les créanciers chirographaires pendant le sursis. Les créanciers hypothécaires, privilégiés ou nantis conservent théoriquement, nonobstant le sursis, le droit de poursuite et d'exécution sur les biens sur lesquels portent leurs droits, toutefois ils ne peuvent faire procéder à la saisie ou à la vente des biens nécessaires à l'exercice de la profession du débiteur s'ils sont régulièrement payés de leurs intérêts.

Le sursis peut être révoqué si le débiteur s'est rendu

coupable de dol ou de mauvaise foi, s'il paye un créancier par préférence ou si son actif n'apparaît plus suffisant pour payer intégralement toutes les dettes. Par ailleurs, le débiteur est puni des peines de la banqueroute simple, c'est-à-dire d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, si, pour obtenir le sursis, il a dissimulé une partie de son passif ou exagéré son actif ou s'il a eu recours à des créanciers fictifs pour obtenir une majorité ; ceux-ci encourent la même sanction.

Le sursis de paiement se distingue du concordat préventif quant au fond, en ce qu'il ne porte que sur des délais de paiement du reste assez courts et qu'il ne peut être accordé qu'à un débiteur non pas seulement malheureux et de bonne foi, mais qui s'est heurté à des « événements extraordinaires et imprévus ». Il convient également de souligner que le sursis de paiement est du ressort de la Cour d'appel et qu'il n'est accordé qu'après une instruction menée par le tribunal de commerce ; une partie de la procédure du sursis de paiement se retrouve dans le concordat préventif postérieur en date, mais la décision ou plus exactement l'homologation est dans ce cas de la compétence du tribunal de commerce, la Cour n'ayant à connaître du concordat préventif qu'en cas d'appel. Nous nous expliquons difficilement cette différence de compétence, car le concordat préventif nous paraît au moins aussi important que le sursis de paiement, puisqu'il comporte généralement outre des délais une réduction des créances.

Les conditions d'obtention du sursis de paiement viennent d'être récemment allégées par un arrêté-loi du

15 octobre 1934 mis en vigueur pour la période du 16 octobre 1934 au 31 décembre 1936 et qui sera prorogé si les circonstances le demandent. Cet arrêté-loi précise que les événements extraordinaires et imprévus visés par l'article 593, cité précédemment, peuvent être le résultat des conditions économiques actuelles, il prévoit par ailleurs qu'il suffira de l'adhésion de la majorité des créanciers représentant plus de la moitié des sommes dues au lieu des trois quarts et que les abstentionnistes seront considérés donner leur adhésion. Sans porter d'appréciation sur le fond même de ces mesures, constatons qu'elles sont conformes aux nécessités actuelles du commerce ; en les soumettant à la signature du Chef de l'État, les membres du Gouvernement exprimaient leur désir de « sauvegarder plus facilement des entreprises qui méritent leur place dans l'économie du pays ».

2° *Le concordat préventif.*

Le concordat préventif a été institué définitivement en Belgique par la loi du 28 juin 1887, cette loi comprend 34 articles.

La procédure débute comme pour le sursis de paiement par une requête, mais adressée seulement au tribunal de commerce, le débiteur doit y joindre l'exposé des événements sur lesquels il fonde sa demande, l'état de son actif et de son passif, la liste de ses créanciers et ses propositions concordataires. Le tribunal délègue un de ses juges pour examiner la situation du débiteur

afin de décider s'il y a lieu de donner suite à la requête ; dès ce moment toutes mesures d'exécution sont suspendues.

Si, à la suite du rapport du juge délégué, le tribunal décide de poursuivre la procédure, le juge délégué convoque les créanciers et préside à leur assemblée. Les créanciers formulent leur vote ; pour être admis, le concordat doit recueillir l'adhésion de la majorité des créanciers représentant les trois quarts des créances, c'est la même majorité que celle qui est en temps normal exigée pour le sursis de paiement. Comme en droit français pour le concordat judiciaire, les créanciers hypothécaires, privilégiés ou nantis sont exclus du vote à moins de renoncer à leurs avantages, le vote emporte cette renonciation.

Pour devenir définitif et être opposable à tous les créanciers chirographaires, le concordat doit être homologué, mais l'homologation n'est accordée qu'en faveur des débiteurs malheureux et de bonne foi (art. 2). L'article 18 de la loi précise même que, si, au cours de l'instruction, le tribunal acquiert la conviction que le débiteur n'est pas malheureux et de bonne foi, il peut, à toute époque, le déclarer en faillite. La décision du tribunal concernant l'homologation peut être l'objet d'opposition ou même d'appel.

Au cours de l'exécution du concordat, le juge délégué continue à surveiller l'état des affaires du débiteur et peut faire prononcer la résolution du concordat. Cette résolution, de même que le rejet de la requête aux fins de concordat, le refus d'homologation, l'annulation ou

la résolution du concordat pour inexécution, entraînent d'office la mise en faillite du débiteur.

Une différence importante entre le concordat préventif et le concordat après faillite consiste dans le fait que le bénéficiaire du concordat préventif est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers (art. 25). Le paiement intégral en cas de retour à meilleure fortune est en quelque sorte la rançon exigée du débiteur soustrait au discrédit de la faillite, mais il est tout à l'honneur du débiteur d'accepter de payer ce tribut plutôt que de se laisser aller à une politique d'abandon qui pécuniairement lui coûterait sans doute moins.

3° *La gestion contrôlée.*

La gestion contrôlée a été instituée par un arrêté royal du 15 octobre 1934 pris conformément à la loi du 31 juillet 1934 qui attribue au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier.

L'arrêté s'intitule : « Arrêté royal du 15 octobre 1934 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat et à la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée ». Cet arrêt est concomitant à celui qui a modifié les conditions d'obtention du sursis de paiement.

Dans le rapport (1) qui accompagnait le projet d'ar-

(1) Rapport au Roi, n° 11. *Moniteur belge*, 15-16 octobre 1934, p. 5492.

rêté, les membres du Gouvernement décrivaient dans les termes suivants le but et l'utilité de la nouvelle institution :

« Lorsqu'une entreprise se trouve en difficulté, elle
« n'a d'autre recours, sous l'empire de la législation
« existante, que de déposer son bilan ou de solliciter soit
« un sursis de paiement, soit un concordat préventif à
« la faillite.

« Ces procédures ont, en temps de crise, de très
« graves inconvénients. Elles font échec à toute tenta-
« tive de réorganisation de l'affaire. Dans nombre de
« cas, en effet, il aurait suffi d'un délai raisonnable et
« de concessions modérées pour sauver l'entreprise,
« mais, une fois le bilan déposé, et même une demande
« de concordat ou de sursis de paiement introduite, le
« crédit est perdu et tout espoir de renflouer l'entreprise
« s'évanouit. D'autre part, la réalisation de l'actif dans
« de bonnes conditions est gravement compromise ; ...
« l'arrêté proposé permet aux commerçants d'échapper à
« la faillite par l'organisation d'un régime de gestion
« contrôlée par justice. Ce système permettra la réor-
« ganisation des entreprises en difficultés ou la réalisa-
« tion de l'actif dans les meilleures conditions. Il consiste
« à placer l'entreprise sous le contrôle d'un magistrat
« et d'un commissaire à la gestion ou d'un collège de
« commissaires chargé de cette mission, lorsqu'on se
« trouve en présence d'une entreprise qui n'a pas déjà
« été déclarée en faillite ou obtenu un concordat ».

L'arrêté-loi comprend 19 articles ; il réglemente les conditions d'obtention et les effets de la gestion contrô-

lée. « Le commerçant de bonne foi, dit l'article 1^{er}, dont le crédit est ébranlé ou l'exécution intégrale des engagements compromise, peut demander le bénéfice de la gestion contrôlée en vue, soit de la réorganisation de ses affaires, soit de la bonne réalisation de son actif ». L'article 18 étend le bénéfice de la nouvelle institution aux exploitants d'établissements industriels qui ne sont pas réputés commerçants par la loi, par exemple les exploitants de mines, houillères et carrières.

Au sujet de la bonne foi, un arrêté-loi du 7 décembre 1934 a complété l'arrêté du 15 octobre 1934 pour préciser les conditions dans lesquelles les sociétés par actions et les sociétés coopératives devraient être réputées de mauvaise foi à raison des actes accomplis par elles et décidés ou ratifiés par l'assemblée générale des actionnaires ou des associés.

Le commerçant qui désire obtenir le bénéfice de la gestion contrôlée doit adresser au tribunal de commerce une requête motivée, appuyée des documents justificatifs nécessaires, notamment de la liste de ses créanciers. Le dépôt de la requête n'est pas rendu public afin de ménager le crédit du débiteur.

Le tribunal entend le requérant en Chambre du Conseil et examine sa requête, « il la rejette, dit l'article 2, si des éléments produits il ne résulte pas que la mesure sollicitée peut, soit assurer progressivement l'assainissement et l'exercice normal du commerce du requérant, soit rendre meilleures les conditions de réalisation de l'actif ». S'il ne rejette pas la requête, le tribunal délègue un juge rapporteur, cette décision a pour

effet immédiat de suspendre toutes les mesures d'exécution même de la part des créanciers hypothécaires, privilégiés ou gagistes ; de son côté, à partir de ce moment, le commerçant ne peut accomplir certains actes touchant son patrimoine.

Le juge rapporteur peut se faire assister d'un expert, il dépose son rapport sur la situation de l'entreprise. Après audition du commerçant, le tribunal, ou rejette la requête, ou place la gestion du patrimoine du requérant sous le contrôle d'un ou plusieurs commissaires. De même que le dépôt de la requête, le rejet de la requête n'est pas publié, par contre la mise en gestion contrôlée est publiée, car il est indispensable que les tiers en soient informés.

Le tribunal désigne des commissaires choisis parmi les techniciens du commerce, de la finance ou de la comptabilité et qui ont pour mission d'établir et de soumettre au tribunal un projet de réorganisation de l'entreprise ou de réalisation et de répartition de l'actif. Le projet est soumis à l'approbation des créanciers, ceux-ci ne sont pas convoqués, ils sont simplement consultés par correspondance ; on a tenu, en effet, à éviter de réunir une assemblée afin de ménager le crédit du commerçant et de gagner du temps. Le projet n'est rendu public que s'il s'agit d'une société. Tous les créanciers, qu'ils soient chirographaires, hypothécaires, nantis ou privilégiés, sont appelés à se prononcer, car ils sont tous soumis aux effets de la procédure.

Le projet doit recueillir l'accord de la moitié des créan-

ciers représentant la moitié des créances, les créanciers qui s'abstiennent sont comptés parmi les adhérents.

Le projet est ensuite soumis à l'homologation du tribunal, celui-ci peut adopter une des trois solutions suivantes : ou le tribunal, ne pouvant approuver le projet des commissaires, rejette la requête du débiteur, ou le tribunal demande aux commissaires de modifier le projet, ou le tribunal approuve le projet. Le jugement qui approuve le projet est publié par extrait dans le *Moniteur*. La décision du tribunal est susceptible d'appel par le commerçant et par les créanciers. Une fois approuvé, le projet devient un traité obligatoire pour tous les créanciers.

L'arrêté-loi du 15 octobre 1934 qui a institué le régime de la gestion contrôlée doit rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935, l'arrêté du 7 décembre 1934 précise à ce sujet que les requêtes ne seront plus recevables après cette date, ce qui implique que les requêtes déjà déposées pourront encore bénéficier du régime de la gestion contrôlée.

Le régime de la gestion contrôlée doit permettre aux commerçants d'éviter la faillite sans subir certains des inconvénients du concordat préventif ou du sursis de paiement, la procédure est plus souple et la publicité est réduite dans toute la mesure possible afin de sauvegarder le crédit du débiteur.

Il serait prématuré de porter un jugement sur cette nouvelle institution. Dans le rapport au Roi, les membres du Gouvernement exprimaient l'avis qu'il appartenait au pouvoir législatif de décider, à l'expiration du

terme fixé, si les dispositions nouvelles méritaient d'être introduites définitivement dans la législation du pays. De même que pour le concordat préventif, on a tenu à procéder expérimentalement et on a imposé à la nouvelle institution une sorte de stage.

Rappelons en terminant que, parmi les projets de réforme soumis au Parlement français, celui de M. Bardou tendait précisément à créer un régime spécial, applicable seulement aux sociétés, d'après lequel le tribunal de commerce devait pouvoir ajourner la déclaration de faillite et nommer une commission de gestion chargée de prendre en main la direction de l'entreprise.

II. — DROIT ALLEMAND

Le concordat préventif a été institué en Allemagne par la loi du 5 juillet 1927 (1), entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1927. Mais pratiquement le concordat préventif est né des dispositions particulières prises au cours de la guerre et c'est dès 1916 qu'il fit son apparition dans la législation allemande.

Les milieux juridiques et commerciaux avaient déjà abordé la question avant la guerre, ils estimaient opportun l'institution du concordat préventif et, dès 1913, le Reichstag avait mis la question à l'étude. Survint la guerre, le Gouvernement organisa aussitôt (8 août 1914) un régime spécial de surveillance judiciaire (*Geschäfts-*

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1927, Teil 1, p. 139.

aufsicht). La surveillance judiciaire créait un contrôle sous lequel le débiteur pouvait continuer son commerce, sans être mis en faillite ni être l'objet de saisies de la part de ses créanciers.

Accueillie avec faveur, la surveillance judiciaire s'avéra vite inefficace en face des situations par trop compromises ; aussi fut-elle réorganisée par une loi du 14 décembre 1916 en même temps qu'on lui adjoignait le régime du concordat préventif.

La nouvelle organisation n'était pas encore à l'abri de toute critique, mais, grâce à une certaine reprise des affaires et surtout à l'inflation d'après-guerre, les surveillances judiciaires diminuèrent dans une proportion importante, aussi la nécessité ne s'imposa pas de changer l'état de choses existant. L'inflation entraînait en effet une augmentation continue des prix et la plupart des commerçants pouvaient facilement faire face à leurs échéances grâce aux marchandises qu'ils avaient en magasin et dont la valeur augmentait de jour en jour.

La stabilisation du mark renversa brusquement la situation et les demandes pour obtenir la surveillance judiciaire devinrent très nombreuses. Les débiteurs qui ne pouvaient pas payer ou même ceux qui, de mauvaise foi, ne voulaient pas payer, constatèrent assez vite les avantages qu'offrait la surveillance judiciaire et cherchèrent à en bénéficier : absence de toute publicité, impossibilité d'être mis en faillite, conservation du pouvoir de gérer ses affaires, voire même de tenir un grand magasin et de se livrer à toutes sortes de spéculations. Certains débiteurs allaient jusqu'à exiger de leurs créanciers des

réductions de leurs créances sous la menace de demander la surveillance judiciaire.

De tels abus soulevèrent des protestations indignées, de son côté la Reichsbank demandait la suppression de la surveillance judiciaire qui lui paraissait devoir compromettre la stabilisation du mark. Entre temps, deux modifications avaient été apportées au régime de la surveillance judiciaire, l'une pour étendre ce régime, jusqu'alors réservé aux déconfitures dues à la guerre, à toutes les déconfitures causées de près ou de loin par la guerre ou ses conséquences, l'autre pour réduire la durée du bénéfice de la surveillance judiciaire à une année, précédemment la surveillance judiciaire était accordée sans limitation de durée.

Par ailleurs, pour remédier aux abus, il fut décrété le 14 juin 1924 que l'obtention de la surveillance judiciaire serait publiée au *Journal Officiel* et que le débiteur devrait obligatoirement présenter un projet de concordat dans le délai d'un mois, faute de quoi le bénéfice de la surveillance judiciaire lui serait retiré.

En août 1925, le Gouvernement, poursuivant son action pour la réduction des prix, résolut d'abolir la surveillance judiciaire qui lui paraissait un obstacle à la stabilisation des entreprises saines et de substituer à cette organisation de fortune une organisation définitive. Mais, si la surveillance judiciaire était sévèrement critiquée, le concordat judiciaire qui lui avait été adjoint en 1916 avait fait ses preuves et méritait d'être conservé. Aussi le concordat judiciaire fut-il définitivement institué par la loi du 5 juillet 1927.

Le but de la loi du 5 juillet 1927 est de permettre au débiteur malheureux et de bonne foi, dont les biens sont suffisants pour satisfaire aux obligations du concordat, de conclure avec ses créanciers un concordat préventif sous le contrôle du tribunal et d'éviter ainsi la faillite. C'est une loi plus volumineuse que la loi belge, elle se compose en effet de 101 articles répartis entre 10 chapitres traitant successivement de l'ouverture de la procédure, de la délibération du concordat, de son homologation, de la conversion éventuelle en procédure de faillite et de quelques dispositions spéciales et pénales.

Par réaction contre les abus auxquels avait donné lieu la surveillance judiciaire, le concordat préventif a été organisé avec une grande sévérité et une procédure très minutieuse.

Le bénéfice de la loi est accordé à toute personne physique ou morale qui est en état de cessation de paiement ou contre laquelle vient d'être engagée une procédure de faillite et qui demande l'ouverture de la procédure de concordat préventif. En Allemagne, le régime de la faillite n'est pas spécial aux commerçants, mais il s'étend à tous les particuliers, il en est de même du régime du concordat préventif.

Le débiteur qui désire obtenir l'ouverture de la procédure de concordat préventif doit adresser une requête au tribunal qui serait compétent s'il s'agissait de faillite (1). En même temps, il doit présenter des proposi-

(1) En Allemagne, la faillite et le concordat préventif sont du ressort des tribunaux cantonaux (*Amtsgericht*), il convient de remarquer que le juge cantonal a des pouvoirs plus étendus que

tions de concordat prévoyant au moins un versement de 30 % et une déclaration de la majorité des créanciers intéressés, représentant la moitié des créances, consentant à l'ouverture de la procédure de concordat, ce qui correspond pratiquement à un accord sur le concordat lui-même.

Le tribunal examine minutieusement la situation du débiteur et prend l'avis, selon la branche d'activité du débiteur, de la Chambre Corporative du Commerce, de l'Industrie ou de l'Agriculture, puis décide s'il y a lieu d'ouvrir la procédure de concordat.

Cette ouverture est obligatoirement refusée si le débiteur est en fuite, s'il est l'objet d'une instruction pour banqueroute frauduleuse, s'il a causé sa déconfiture par improbité ou légèreté, s'il a de mauvaise foi retardé l'envoi de sa requête ou si ses propositions de concordat ne correspondent pas à sa situation financière. Il est, par ailleurs, laissé à l'appréciation du tribunal d'accorder ou de refuser la demande si le projet de concordat prévoit un dividende inférieur à 50 % et que les représentants professionnels estiment cette offre insuffisante.

Si le tribunal refuse l'ouverture de la procédure concordataire, il doit en même temps se prononcer sur la procédure de faillite. Pour la décision ci-dessus, la requête du débiteur aux fins de concordat vaut comme requête en déclaration de faillite.

Après l'ouverture de la procédure de concordat, les

les juges de paix en France : il fait en effet partie du cadre régulier de la magistrature et remplit à la fois les fonctions de juge de paix, de juge des faillites, de juge des tutelles, de juge du Livre foncier, etc...

créanciers chirographaires ne peuvent plus prendre de mesures d'exécution contre le débiteur et les saisies en cours sont suspendues. Par contre, la procédure de concordat est sans effet sur les créanciers hypothécaires, nantis ou privilégiés, ceux-ci conservant l'exercice de leurs droits.

Le tribunal nomme un ou plusieurs contrôleurs pour examiner la situation du débiteur, surveiller sa gestion ainsi que ses dépenses personnelles pendant la durée de la procédure, les contrôleurs doivent rendre compte au tribunal des résultats de leur examen et faire à l'assemblée concordataire un rapport sur la situation et les perspectives d'exécution du concordat. Lorsque l'importance de l'affaire le requiert, le tribunal constitue un comité de créanciers ; le tribunal peut également selon les circonstances et le résultat des contrôles exercés restreindre le droit de disposition du débiteur. La procédure est publiée dans les journaux d'annonces légales et le bénéficiaire doit sur ses papiers d'affaires faire suivre le nom de sa firme d'une mention indiquant qu'il est en procédure de concordat.

Les créanciers sont ensuite convoqués en assemblée aux fins de se prononcer sur le concordat, le débiteur est tenu d'assister à cette réunion. Pour la conclusion du concordat, il faut :

1° la majorité en nombre des créanciers ayant le droit de vote ;

2° la majorité des trois quarts en sommes des créances.

Ces deux majorités se calculent d'après la liste des créanciers admis au vote. Si le dividende offert est infé-

rieur à 50 %, la majorité en sommes doit être des quatre cinquièmes. Par contre, si le concordat ne comporte qu'un moratoire d'un an, il suffit d'une majorité en sommes de la moitié.

En résumé, la majorité en nombre est toujours la même, par contre la majorité en sommes est fonction de l'importance du sacrifice demandé aux créanciers, on peut la représenter comme suit :

Requête en ouverture de procédure de concordat.....	1/2 des créances
Vote d'un concordat n'accordant qu'un moratoire d'un an.....	1/2 » »
Vote d'un concordat accordant un dividende de 50 %	3/4 » »
Vote d'un concordat accordant un dividende de 30 à 50 %.....	4/5 » »

Avant le vote, si un des créanciers le demande, le débiteur est obligé de prêter serment sur l'importance de ses biens et de ses dettes (*Offenbarungseid*).

Le concordat doit ensuite être homologué par le tribunal, avant de prononcer l'homologation le tribunal doit entendre le débiteur, le contrôleur et le comité des créanciers. Le tribunal est tenu de refuser l'homologation dans certains cas déterminés par la loi (art. 68). Le concordat une fois homologué devient opposable à tous les créanciers liés par la procédure.

La loi du 5 juillet 1927 consacre ensuite les chapitres VI à X à l'arrêt de la procédure, à la conversion de la procédure de concordat en procédure de faillite, puis

à certaines dispositions spéciales, pénales et transitoires. Disons seulement au sujet des dispositions pénales, que l'affirmation de créances fictives est punie de la réclusion ; en cas de circonstances atténuantes, la peine est ramenée à la prison ou l'amende. De même, le créancier qui se fait garantir ou promettre un traitement de faveur est puni d'emprisonnement ou d'amende.

L'organisation du concordat préventif a été poussée jusque dans ses moindres détails, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit en tous points parfaite. La procédure est jugée trop sévère, il serait indispensable, pour que le concordat préventif aboutisse, que le débiteur puisse l'élaborer avec une certaine tranquillité ; c'était le cas sous le régime de la surveillance judiciaire qui suspendait les mesures d'exécution, ce n'est par contre plus possible avec le régime institué par la loi du 5 juillet 1927, puisque le débiteur est tenu de présenter en même temps et sa requête en ouverture de concordat et l'accord de la moitié de ses créanciers. Il est même à craindre que certains créanciers, consultés par le débiteur, ne profitent de cette information pour tenter le recouvrement brutal de leurs créances.

De l'avis des praticiens, la solution la meilleure eût été, semble-t-il, de maintenir le régime de la surveillance judiciaire quitte à le rendre plus strict, les deux institutions : surveillance judiciaire et concordat préventif pouvant très utilement se compléter.

*

* *

Tout en adoptant l'une et l'autre le principe du concordat préventif, la Belgique et l'Allemagne ont en somme organisé deux régimes assez différents.

En Belgique, l'institution du concordat préventif a contribué à restreindre les nombreux abus auxquels donnent trop souvent lieu dans la pratique la procédure de faillite. L'avenir montrera si le système de la gestion contrôlée, tout récemment introduit, constitue à son tour un progrès sur le système du concordat préventif. Après cinquante ans d'expérience, il apparaît que le concordat préventif, tel qu'il fonctionne en Belgique, se recommande en particulier pour des raisons d'ordre moral.

En maintenant pour le débiteur l'obligation juridique d'indemniser intégralement ses créanciers en cas de retour à meilleure fortune, le concordat préventif belge offre un grand avantage sur le concordat judiciaire du droit français. Tout en facilitant en effet aux intéressés le renflouement de leur entreprise, il maintient chez eux le sentiment qu'ils restent, au delà du concordat, tenus de leurs engagements originaires. Les concessions ainsi accordées aux débiteurs, qu'elles consistent dans un sursis de paiement ou un concordat préventif proprement dit, témoignent d'un plus grand souci du respect des engagements que notre système de concordat judiciaire trop souvent acheté au plus juste prix. Ce respect des engagements avait été pris en considération au cours de l'existence de la procédure de règlement transactionnel par la loi du 28 avril 1922.

Un grand nombre de Chambres de commerce françaises se plaignent que les faillites, aussi bien celles qui

se terminent par un concordat que celles closes après l'état d'union, soient devenues pour certaines entreprises un moyen critiquable d'amortir rapidement leurs dettes. Un concordat habile libère en effet le passif parfois de plus de 50 % sous la menace de la constitution de l'état d'union.

Nous verrions avec plaisir notre législation faire des emprunts à celles de Belgique et d'Allemagne.

Le droit belge nous trace la route à suivre : accorder des facilités aux débiteurs malheureux et de bonne foi et en même temps maintenir haut le respect des contrats.

Le régime allemand du concordat préventif peut, lui aussi, servir de modèle, notamment dans sa disposition d'après laquelle le tribunal doit consulter les différentes chambres corporatives. Particulièrement heureuse est également la disposition de la loi allemande de 1927 qui établit une graduation, fonction du rapport entre la majorité en sommes et la réduction des créances.

En France, la majorité en sommes requise pour l'obtention du concordat en cas de faillite ou liquidation judiciaire est uniformément des deux tiers. A l'origine, l'article 507 du Code de commerce fixait la majorité en cas de faillite aux trois quarts ; par la suite, la loi du 4 mars 1889 fixa la majorité aux deux tiers pour le cas de liquidation judiciaire et de faillite (Loi du 4 mars 1889, art. 15 et 20). Il n'existe donc pas de différence à ce sujet entre les deux régimes, c'est à notre avis regrettable.

Par un vœu émis au cours de sa séance du 15 novembre 1934, la Chambre de commerce de Lyon, à la suite d'un rapport présenté par M. Vincent, Président du Tri-

bunal de commerce, a précisément demandé qu'une démarcation plus importante fût apportée entre la liquidation judiciaire et la faillite, en exigeant pour la faillite l'ancienne majorité des $3/4$, ce qui pourrait être indirectement une incitation à mériter la liquidation judiciaire, plutôt que de subir la faillite.

CHAPITRE IV

DES CONCORDATS INEXÉCUTÉS LEUR RÉOLUTION

Si la faillite ou la liquidation judiciaire n'a malheureusement pu être évitée, au moins convient-il de lui donner une solution saine. La faillite se termine en effet soit par l'état d'union des créanciers, soit par un concordat ; en ce qui concerne l'état d'union, il n'y a rien de spécial à dire, c'est une solution définitive puisque l'état d'union entraîne le partage de l'actif du débiteur entre les créanciers.

Il est loin d'en être de même pour le concordat. Trop souvent, en effet, le débiteur propose un concordat sans être sûr de pouvoir l'exécuter. Parfois même, les événements le démontrent, il n'en a pas la ferme intention et compte que, ses créanciers se montrant avec le temps moins exigeants, il lui suffira d'une exécution partielle pour être pratiquement libéré. Il arrive même qu'un concordat ne reçoive pas le moindre commencement d'exécution, le débiteur se trouvant dès la première échéance concordataire hors d'état de remplir ses engagements, d'où une nouvelle faillite, dont la conséquence est une surcharge pour les tribunaux.

Aux termes de la loi, cette inexécution du concordat peut entraîner résolution, tout créancier concordataire

non payé pouvant l'exiger. La résolution du concordat judiciaire est traitée dans le Code de commerce aux articles 520 à 526 : « ... en cas d'inexécution, par le failli, des conditions de son concordat, la résolution de ce traité pourra être poursuivie contre lui devant le tribunal de commerce ... », dit le paragraphe 2 de l'article 520.

Les auteurs reconnaissent presque unanimement au concordat le caractère d'un contrat entre le débiteur et ses créanciers plutôt que celui d'un jugement, bien que ce soit le jugement homologatif qui rende le concordat exécutoire même à l'égard des dissidents. Il y a donc lieu d'appliquer l'article 1184 du Code civil, dont nous avons déjà parlé à l'occasion de la résolution du concordat amiable et qui traite de la résolution de tout contrat synallagmatique. « ... La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, dit l'article 1184, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts. La résolution doit être demandée en justice et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances ».

Le paragraphe 2 de l'article 520 ferait en somme double emploi avec l'article 1184 du Code civil s'il avait pour objet de prévoir la résolution du concordat. Mais son véritable objet est plutôt de préciser quelle est la procédure à suivre. C'est l'article 1184 du Code civil qui constitue le texte de principe, et non l'article 520 du Code de commerce. Cette remarque a son importance, car il en résulte que les créanciers n'ont pas seulement la faculté de demander la résolution, ils ont aussi celle

de demander l'exécution forcée. L'inexécution, il est vrai, est rarement due au mauvais vouloir, aussi la contrainte resterait-elle infructueuse, le cas peut toutefois se présenter et il est alors loisible à tout créancier, s'appuyant sur l'option que lui laisse l'article 1184, de contraindre le débiteur à s'exécuter plutôt que de demander la résolution.

Si le créancier opte pour la résolution, la procédure consiste à assigner le débiteur défaillant devant le tribunal de commerce qui a eu à connaître de la faillite et de l'homologation du concordat, le demandeur est tenu de mettre en cause les cautions qui se sont portées garantes de l'exécution du concordat, car celles-ci restent tenues de leur obligation.

Le tribunal peut accorder un délai au débiteur ou même rejeter la demande ainsi que nous le verrons plus loin, s'il prononce la résolution, celle-ci a les conséquences juridiques suivantes (1) :

La résolution fait disparaître rétroactivement le concordat et entraîne la réouverture de la faillite ; si le concordat avait été conclu à la suite d'une liquidation judiciaire, la question se pose de savoir si la conséquence inéluctable est la mise en faillite du débiteur conformément

(1) Signalons que « l'annulation » du concordat, celle-ci ne pouvant être prononcée que pour dol ayant consisté dans la dissimulation de l'actif ou l'exagération du passif ou pour déclaration en banqueroute frauduleuse postérieurement à l'homologation du concordat, a dans l'ensemble les mêmes effets que la résolution pour inexécution, sauf en ce qui concerne les cautions : l'annulation libère les cautions, la résolution maintient leur obligation.

à l'article 19 de la loi du 4 mars 1889. Il y a reprise des anciennes opérations. Le débiteur est à nouveau dessaisi ou à demi-dessaisi et les créanciers sont privés du droit d'exercer des poursuites individuelles. Le tribunal nomme à nouveau un juge-commissaire et un syndic ou liquidateur, qui reprend la suite des opérations et dresse s'il y a lieu un supplément d'inventaire et un nouveau bilan. Les créanciers concordataires n'ont pas à produire à la faillite puisqu'ils ont satisfait autrefois à cette formalité, par contre, les créanciers postérieurs au concordat doivent le faire, car, pour eux, il y a ouverture de faillite ou de liquidation judiciaire.

La rétroactivité de la résolution du concordat devrait normalement entraîner l'annulation de tous les actes passés par le débiteur depuis l'homologation, mais un effet aussi catégorique serait de nature à léser injustement tous ceux qui ont de bonne foi traité avec le débiteur concordataire et à ruiner par avance le crédit des concordats, si sérieux et si solides soient-ils. Pour parer à d'aussi graves inconvénients, le Code a dû déroger aux effets habituels de la rétroactivité ; il a en conséquence spécifié à l'article 525 que les actes faits par le failli postérieurement au jugement d'homologation et antérieurement à la résolution du concordat ne seraient annulés qu'en cas de fraude aux droits des créanciers ; ceci ramène les effets de la rétroactivité aux cas où l'ancienne action *fraus creditorum* ou action Paulienne, prévue à l'article 1167 du Code civil, permet d'anéantir les actes faits par un débiteur en fraude de ses créanciers.

La portée exacte de l'article 525 est l'objet de contro-

verses. On se demande si l'article 525 n'a en vue que les actes nouveaux accomplis par le failli et s'il ne s'applique pas aux actes qui dérivent de faits antérieurs au concordat ou qui se rattachent à son exécution, ceux-ci devant se trouver annulés en vertu de l'article 446 comme conclus pendant la période suspecte sans qu'il soit nécessaire de prouver la fraude (1). Certains font observer qu'il faudrait au moins, pour pouvoir soutenir ce point de vue, que le jugement qui résout le concordat fixât la date à laquelle le failli concordataire a de nouveau cessé ses paiements, ce que le jugement ne fait pas, puisque par le prononcé de la résolution il rouvre l'ancienne faillite. La question se pose le plus souvent au sujet du paiement de dividendes versés par préférence à certains créanciers, or, si les dividendes étaient échus, ils doivent rester définitivement acquis aux bénéficiaires ; si, au contraire, les dividendes n'étaient pas échus, il sera facile à ceux qui se trouveront lésés de prouver la faute qui, en l'espèce, consiste dans le manquement au maintien

(1) Cassation (Chambre civile), 26 novembre 1919 (*D. P.*, 1919. 1. 96), *L'Urbaine* contre *Lainé*. — La convention relative au rachat d'une créance concordataire tombe en cas de résolution du concordat, même si elle a été conclue de bonne foi et si le créancier n'a pas obtenu un avantage grevant l'actif du failli. — Dans le même sens, arrêts antérieurs. Chambre civile, 7 décembre 1874 (*D. P.*, 1875. 1. 457) ; 16 juillet 1883 (*D. P.*, 1884. 1. 183) ; Paris, 15 novembre 1900 (*D. P.*, 1901. 2. 23) ; — Cassation (Chambre des requêtes), 26 novembre 1928, *Bousquet* contre faillite *Wachmann* (*Sirey*, 1929 et *Gazette du Palais*, 1929. 1. 61). Nantissement consenti par le failli au concordataire pour une dette contractée antérieurement au concordat.

de l'égalité des droits des créanciers qui est de rigueur dans tout concordat.

Il serait, à notre avis, regrettable de diminuer la force de l'article 525, la sécurité et la stabilité des tractations demandent que tous les actes loyaux (marchés ou contrats régulièrement conclus, paiements dus, etc.), soient maintenus tant que la preuve n'est pas apportée qu'ils ont été passés en fraude des droits des créanciers.

La réouverture de la faillite entraîne une nouvelle assemblée des créanciers en vue de la suite à donner à la faillite, les créanciers peuvent se déclarer en état d'union ou statuer sur de nouvelles propositions de concordat. Il est rare qu'un nouveau concordat soit accordé, les créanciers se montreront en effet peu empressés à consentir un nouveau concordat au débiteur, quant au tribunal, il hésitera après ce premier échec à sanctionner de son autorité un engagement qui, d'après l'expérience faite, risque beaucoup d'être précaire. Les tribunaux témoignent en effet d'une grande sévérité pour l'octroi d'un nouveau concordat, ils sont en pareil cas hostiles à une nouvelle mesure de faveur.

L'hypothèque de l'article 490 maintenue par l'article 517 du Code de commerce permet aux créanciers primitifs de venir sur le prix des immeubles de la faillite par préférence aux créanciers nouveaux qui constituent la deuxième masse, et cela pour garantir non seulement le paiement de leurs dividendes concordataires, mais celui de la totalité de leurs créances (Caen, arrêt du 4 novembre 1931, *Sirey*, 1932 ; dans le même sens, Paris, 8 mai 1928, *Gazette du Palais*, 1928, 2, 284). Nonob-

stant la disparition du concordat, l'hypothèque de l'article 517 du Code de commerce, qui avait pour but de garantir le paiement des dividendes concordataires, prime l'hypothèque de l'article 490 de la nouvelle masse qui a sa cause dans le jugement déclaratif de faillite sur résolution du concordat.

Une question particulièrement délicate est celle du concours des créanciers concordataires avec les nouveaux créanciers qui produisent à la faillite après la résolution du concordat. Les créanciers antérieurs au concordat recouvrent tous leurs droits à l'égard du failli et leurs créances se trouvent seulement réduites du montant des dividendes effectivement encaissés. Par contre, en ce qui concerne leurs rapports entre eux, les créanciers ne peuvent figurer dans la masse que dans la mesure définie par l'article 526 du Code de commerce : s'ils n'ont touché aucun dividende, ils figurent pour l'intégralité de leurs créances, le concordat n'ayant en effet reçu aucun commencement d'exécution est pratiquement considéré comme nul et non avenue ; si, au contraire, les créanciers ont reçu une partie du dividende, ils ne peuvent figurer dans la masse que « pour la portion de leurs créances primitives correspondante à la portion du dividende promis qu'ils n'ont pas touchée ». L'article 526 ajoute que ces dispositions sont également applicables dans le cas de déclaration d'une seconde faillite sans qu'il y ait eu préalablement annulation ou résolution du concordat.

*

* *

La résolution du concordat, tel qu'elle vient d'être succinctement décrite, est, avec l'annulation du concordat qui a pratiquement (sauf pour les cautions) les mêmes effets, l'événement le plus grave de conséquences qu'on puisse redouter dans toute la série des opérations de la faillite. Nous désirons y insister. La résolution remet en effet tout en question. C'est en quelque sorte la faillite de la faillite ; elle est non moins désastreuse pour les créanciers que pour le failli. La défaillance du concordat gêne en effet parfois très sérieusement des entreprises ou des commerçants qui avaient tablé pour leurs échéances sur les rentrées concordataires.

La résolution décourage par ailleurs les petits épargnants qui ayant accepté une première fois de lourds sacrifices réalisent difficilement qu'il leur faille renoncer à ce qu'on leur avait promis avec toute la solennité que revêtait à leurs yeux l'homologation du concordat par le tribunal de commerce.

Très sagement, le Code de commerce n'a pas rendu obligatoire la résolution du concordat en cas d'inexécution puisque l'article 1184 du Code civil est applicable. La résolution est un pis aller auquel il ne faut se résigner qu'à la dernière extrémité. Quand un concordat rencontre en cours d'exécution des obstacles, il convient, non pas de le résoudre d'emblée, mais de chercher au contraire à le sauver par tous les moyens possibles. La règle est pour nous *potius valeat quam ut pereat*.

Quels sont ces moyens ?

Il faut observer tout d'abord que le tribunal jouit d'un pouvoir d'appréciation quant au bien-fondé de la demande

en résolution et à son opportunité, le tribunal peut en particulier accorder au débiteur des délais de grâce en vertu des articles 1184 et 1244 du Code civil. En fait, les tribunaux de commerce hésitent à prononcer la résolution des concordats, ils font tout ce qui est en leur pouvoir, lorsque le débiteur est de bonne foi, pour surseoir à la résolution dans la mesure compatible avec les intérêts des créanciers et si possible l'éviter. Les juges consulaires, si bien placés pour juger des besoins des commerçants, sont les mieux qualifiés pour apprécier les efforts du débiteur et l'opportunité d'un délai. En présence de difficultés simplement passagères, un délai pourra être utilement mis à profit ; si, par contre, le mal est plus profond, il faudra trouver un autre remède, à défaut duquel les juges ne pourraient refuser de prononcer la résolution ; c'est là une question laissée à l'appréciation des juges du fond. La décision du tribunal est susceptible d'appel.

Le débiteur pourra encore tenter d'obtenir la clémence du tribunal en proposant d'exécuter son concordat par équivalents. Il peut arriver que le débiteur aux abois soit autorisé par le tribunal à exécuter son concordat par équivalents. Naturellement, le tribunal ne saurait donner une telle autorisation qu'à bon escient. La décision à prendre est délicate et demande une grande circonspection.

Le débiteur ne doit non plus rien négliger pour rendre ses créanciers conciliants et il est de son plus élémentaire devoir de les aviser en temps utile des difficultés qu'il rencontre et de ses intentions. Dans la plupart des

concordats importants, il est d'ailleurs assisté d'un commissaire au concordat, ce sera le devoir de ce commissaire de prévenir à temps la résolution qui s'annonce.

La fonction de commissaire au concordat qui avait déjà été reconnue par la pratique fut instituée officiellement par la loi sur le Règlement transactionnel (Loi du 2 juillet 1919, art. 28). Celle-ci prévoyait que le commissaire devait être choisi par les créanciers ou, à leur défaut, par le tribunal ; sa mission était de surveiller et d'assurer par tous actes conservatoires utiles l'exécution des clauses du règlement transactionnel et il devait présenter chaque année un rapport au tribunal sur les conditions dans lesquelles le règlement avait été exécuté. La fonction du commissaire au concordat qui avait devancé la loi de 1919 lui a aussi survécu et la nomination d'un ou plusieurs commissaires est devenue de pratique courante, cette nomination est même parfois faite par le tribunal lui-même qui tient à assurer une bonne exécution du concordat et à conserver sur lui un droit de regard. Le plus souvent, c'est le syndic qui est désigné ou choisi comme commissaire ; étant très au courant de la situation, il pourra suggérer en temps utile les mesures propres à conjurer le risque de résolution du concordat en facilitant son exécution.

Signalons, entre autres exemples, l'heureuse initiative prise par M. Benoist, commissaire au concordat de la Société Immobilière du Trocadéro et de Passy. Cette Société avait obtenu en 1902 un concordat aux termes duquel elle s'était engagée à désintéresser intégralement les créanciers au fur et à mesure de ses possibilités. En

1924, alors que le concordat, qui remontait déjà à 22 ans, n'avait encore reçu qu'une exécution partielle, le commissaire au concordat jugea opportun de ne pas laisser échapper l'occasion de réaliser les immeubles à des conditions particulièrement favorables. A cette époque, la vente des immeubles par appartement était en vogue, le commissaire au concordat estima ce genre de vente très avantageux pour les créanciers, mais la combinaison n'avait chance d'aboutir qu'avec le concours des locataires, ceux-ci, en effet, du fait qu'ils occupaient les appartements et que les lois sur les loyers ne permettaient pas leur expulsion, étaient pratiquement les seuls acheteurs possibles, aussi le commissaire prit-il soin de s'assurer de l'accord des locataires. La vente, agréée par les créanciers avec un empressement justifié, permit d'éteindre les dettes hypothécaires et de verser immédiatement aux créanciers chirographaires 75 % de leurs créances au lieu de 100 % auxquels ils avaient théoriquement droit, mais qu'ils n'auraient certainement jamais reçus.

CHAPITRE V

DE LA FORMATION DU CONCORDAT JUDICIAIRE MOYENS DE PRÉVENIR LE RISQUE DE RÉOLUTION

La résolution du concordat n'est souvent que la conséquence tardive d'une faute d'imprévoyance qui remonte au moment où les créanciers ont eu à opter entre l'état d'union et le concordat. Ce dernier ne constitue pas toujours la solution la meilleure. Le choix entre union et concordat ne doit pas être fait à la légère, mais après examen serré de la situation. Si celle-ci est très obérée, rien ne permet d'escompter que cette situation s'améliore avec le temps, à moins d'un rétablissement inespéré, et le peu d'actif encore existant risque de disparaître à son tour.

Il y a donc souvent intérêt, une fois la faillite prononcée, à liquider définitivement la situation par la procédure de l'union plutôt que par le vote imprudent d'un concordat peu viable et dont l'inexécution replacera le plus ordinairement les créanciers en présence d'une faillite devenue vide de tout actif.

Il n'y a de bons concordats que ceux qui présentent des garanties suffisantes d'exécution. La première de ces garanties consiste dans la vigilance de tous ceux qui, à

des titres divers, participent à la formation du concordat : syndic, créanciers, tribunal. Il importe que juges et créanciers n'adoptent pas les yeux fermés les propositions du débiteur, une telle abdication serait d'ailleurs contraire à l'esprit de la loi. Nous examinerons dans une première section comment, au contraire, tous doivent collaborer activement à la formation du concordat.

D'autre part, les engagements concordataires du débiteur doivent être en rapport avec ses ressources. Il est difficile de connaître ces ressources par avance, surtout quand l'exécution du concordat doit s'étendre sur une longue période, les ressources dépendront en effet de la prospérité de l'entreprise du débiteur ; il paraît donc prudent, si l'on veut faciliter l'exécution du concordat et éviter par là même sa résolution éventuelle, de donner au concordat une certaine souplesse en fixant le montant des dividendes concordataires non à des sommes fixes, mais à des sommes variables suivant les produits de l'exploitation reprise. Nous consacrerons la deuxième section du chapitre à l'étude des concordats à dividendes variables.

Enfin, il faut éviter les résolutions intempestives provoquées sans opportunité par quelques créanciers, en limitant le droit de demander la résolution du concordat pour le réserver à une certaine majorité des créanciers. concordataires en association ainsi que la pratique s'en répand de plus en plus ; ce sera l'objet de la troisième section.

SECTION I

**De la collaboration du Syndic, des Créanciers
et du Tribunal**

L'assemblée des créanciers de la faillite est une sorte de parlement et encourt des critiques assez analogues à celles qui ont discrédité dans beaucoup de milieux le régime parlementaire. La plupart des créanciers votent sans avoir au préalable étudié l'économie du traité proposé par le débiteur. Cette insouciance est maladroite et même coupable, ainsi que le rappelait, le 21 janvier 1932, M. Vincent, Président du Tribunal de commerce de Lyon, dans le discours d'installation du Tribunal.

« ... Mais, à la lourde tâche qui incombe en ces périodes des bouleversées à notre Tribunal, doivent collaborer les créanciers eux-mêmes. Dans la législation de la liquidation judiciaire comme dans celle de la faillite tout est prévu pour que la masse reste maîtresse souveraine et pour qu'elle puisse elle-même surveiller ses intérêts. Que de peine avons-nous cependant pour trouver des contrôleurs dans les liquidations judiciaires ou les faillites ! Que de créanciers qui paraissent se désintéresser, même de l'affirmation de leurs créances, qui abandonnent leurs pouvoirs sans préciser l'usage qui en pourra être fait, qui, par lassitude, votent un concordat, alors que dans leur conscience ils estiment que leur débiteur n'en est pas digne ; qui,

« lorsque celui-ci est voté par la majorité exigée par la
« loi, dont ils ont fait partie, le déplorent ; combien le
« laissent homologuer sans opposition, sans vouloir
« apporter au Tribunal un seul des nombreux faits de
« malhonnêteté qu'ils imputent à leurs débiteurs, et qui
« sont les premiers à rejeter sur le Tribunal la respon-
« sabilité de leur propre faiblesse.

« Il est temps que l'on se ressaisisse et que les créan-
« ciers donnent eux-mêmes au Tribunal les moyens de
« remplir le rôle de défense dont il a la garde, en mora-
« lisant tout d'abord eux-mêmes le vote des concordats,
« en s'assurant des garanties de leur exécution, en n'hé-
« sitant pas, quel que soit le sacrifice de leur intérêt
« personnel, à rejeter et à faire rejeter par la majorité
« dans laquelle ils ont une influence prépondérante les
« concordats qui ne feraient que ressusciter un commer-
« çant indésirable et malhonnête. »

De son côté, le syndic ou le liquidateur qui a été chargé de l'affaire a dû accomplir sa mission en tenant scrupuleusement compte des différents intérêts qui lui sont confiés. Le syndic représente à la fois le failli et la masse et il doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour aboutir à un résultat aussi rapide qu'irrévocable. Les lenteurs de procédure sont loin d'être toujours la faute des syndics ; dans son rapport du 15 novembre 1934 à la Chambre de commerce de Lyon, que nous nous plaisons à citer, M. Vincent prenait à ce sujet la défense des syndics :

« Le public se figure bien à tort que c'est l'intérêt des
« syndics de prolonger les liquidations. Les honoraires

« des syndics ne sont pas proportionnés à la durée d'une
« affaire et leur rémunération est assurée dans des condi-
« tions telles que leur intérêt est, au contraire, d'arriver
« le plus vite possible au concordat. Si, au contraire,
« celui-ci ne peut avoir lieu, les réalisations faites dans
« l'intérêt de la masse ne peuvent être exigées *dans un*
« *temps limite*, sans nuire à cette dernière, alors sur-
« tout qu'il appartient aux contrôleurs de la faillite de
« juger de l'opportunité de la continuation ou de l'arrêt
« d'une exploitation, comme de se plaindre des lenteurs
« des opérations de liquidation qui pourraient être le
« fait d'une négligence ou d'une incurie coupables. Mais,
« lorsqu'on incrimine, sait-on les motifs qui ont pu entra-
« ver les opérations du syndic ? Discussions de privilè-
« ges, liquidation de droits de communauté, dénégation
« de signatures, procédures d'ordres, toute une série
« d'incidents que le syndic doit subir ou provoquer et
« qui se déroulent souvent devant d'autres juridictions
« que celles du Tribunal de la faillite.

« A côté de liquidations ou faillites dont l'importance
« est telle qu'on est bloqué par des délais qui parais-
« sent anormaux, on peut cependant citer quelques gros-
« ses affaires qui ont été terminées en quelques semai-
« nes. »

A chacun ses responsabilités ; les créanciers ont ten-
dence à rejeter sur le syndic les conséquences de leur
passivité. C'est d'eux cependant que dépendent certaines
initiatives et il leur appartient en particulier de choisir
judicieusement les contrôleurs.

L'institution des contrôleurs a été organisée par la loi

du 4 mars 1889 (art. 9 et 10) pour le régime de la liquidation judiciaire et étendue au régime de la faillite par l'article 20. Les contrôleurs sont élus par les créanciers, ils sont chargés de vérifier les livres et l'état de la situation présentée par le débiteur et de surveiller les opérations de la faillite. Les syndics sont tenus de les consulter sur les actions à intenter ou à suivre. Les fonctions des contrôleurs sont gratuites, les contrôleurs ne peuvent être déclarés responsables qu'en cas de faute lourde et personnelle.

Malheureusement cette institution n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. Tout d'abord les créanciers se désintéressent du choix ou de la nomination des contrôleurs ; par ailleurs, les pouvoirs de ces derniers n'ont pas été suffisamment définis, ce qui parfois les fait hésiter à agir, enfin et surtout l'absence de responsabilité et la gratuité de leur fonction ne sont pas de nature à stimuler leur zèle.

Un éminent praticien, M. Benoist, liquidateur honoraire près le Tribunal de commerce de la Seine, a proposé en 1932 de substituer aux contrôleurs un cosyndic susceptible d'être pris aussi bien en dehors des créanciers que des auxiliaires accrédités auprès du Tribunal (*Gazette Judiciaire*, 1933, p. 94). Il en résulterait ainsi l'introduction d'un spécialiste qualifié dans la gestion des faillites. Le cosyndic apporterait au syndic l'appui de sa compétence spéciale et de son autorité pour les décisions particulièrement graves à prendre et pour les réquisitions au Parquet aux fins d'ouverture d'instructions judiciaires pour banqueroute. En cas de désaccord entre

le syndic et le cosyndic, la décision appartiendrait au juge commissaire.

En l'état actuel de notre législation, le syndic ne peut guère compter que sur lui-même. Sa tâche est aujourd'hui d'autant plus délicate que les entreprises deviennent de plus en plus variées et complexes. Son embarras est particulièrement grand lorsqu'il s'agit de se prononcer sur l'opportunité de la continuation de l'exploitation du commerce pendant la faillite, aussi la nécessité est alors impérieuse d'adjoindre au syndic un conseiller technique.

Ce serait précisément la tâche du cosyndic d'éclairer le syndic sur les particularités de l'entreprise en faillite, sur ses débouchés, sur ses chances et possibilités de renflouement ; le cosyndic étant rétribué consacrerait à sa mission plus de temps que ne font les contrôleurs, le règlement des faillites gagnerait beaucoup à cette étroite collaboration.

Nous avons vu que le récent arrêté-loi qui a institué en Belgique le régime de la gestion contrôlée place les entreprises sous le contrôle de commissaires choisis précisément parmi les techniciens du commerce, de la finance ou de la comptabilité. Nous voudrions que cet exemple fût suivi et il ne nous paraît pas interdit de penser qu'à défaut d'une réforme de notre législation, la pratique s'imposera de la désignation d'un expert, spécialiste de la branche de l'entreprise en faillite, qui sera adjoint au syndic et pourra ainsi avec lui élaborer et faire aboutir un concordat qui sauvegarde pour le mieux tous les intérêts en cause.

*

* *

Si les créanciers doivent être prudents dans le vote du concordat, le tribunal doit l'être à son tour lorsqu'il est appelé à l'homologuer. Le tribunal apprécie souverainement les motifs tirés tant de l'intérêt public que de l'intérêt privé qui peuvent être de nature à faire rejeter l'homologation. Les motifs tirés de l'intérêt public sont le plus souvent l'indignité du débiteur et le souci de ne pas réhabiliter un commerçant malhonnête. Les motifs tirés de l'intérêt privé sont surtout l'insuffisance des propositions faites par le débiteur et le manque de garantie qui accompagne ses engagements.

Le tribunal assume en la circonstance une responsabilité d'autant plus grande que par l'homologation il rend le concordat exécutoire à l'égard des créanciers qui ont voté le concordat.

On s'est plaint parfois de la trop grande facilité avec laquelle les tribunaux de commerce homologuent les concordats. Ces critiques sont d'autant plus injustes que les juges ne sont pas toujours, ainsi qu'on l'a vu plus haut, suffisamment secondés par les créanciers. Cependant le jugement homologatif ne doit pas être l'entièrement pur et simple des décisions de l'assemblée concordataire et les juges doivent apporter à l'homologation tout le sens critique et le soin que requiert un acte aussi grave de conséquences. Nous aimons à dire que les tribunaux de commerce et les Cours d'appel s'acquittent de leur tâche avec beaucoup de discernement. Nous en trouvons la preuve dans deux exemples de très présente actualité.

Le premier fait honneur à la sagacité du Tribunal de

commerce de la Seine appelé à statuer le 8 décembre 1933 sur les propositions concordataires de la Société Foncière du Nord de la France en liquidation judiciaire (*Gazette Judiciaire*, 1934, p. 1).

La Société avait obtenu un concordat, accepté par la presque unanimité de ses créanciers, aux termes duquel elle s'engageait à les rembourser intégralement à l'aide des ressources provenant de son exploitation, mais la Société, au lieu de gérer elle-même ses affaires comme il est de règle après un concordat, proposait de confier à deux délégués irrévocables, sans le concours desquels elle s'engageait à ne pas agir, tous pouvoirs pour gérer et administrer l'actif de la Société. Les délégués n'étaient tenus de procéder à une répartition de dividendes qu'après des réalisations atteignant trente millions de francs ; par ailleurs, la Société disposait de quinze années, délai susceptible d'être porté à vingt années, pour payer à ses créanciers l'intégralité de leurs créances ; si durant ce temps les délégués ne procédaient à aucune répartition, faute de réalisations suffisantes, les créanciers ne pouvaient demander la résolution du concordat. A l'expiration du délai fixé, l'actif devait être attribué aux créanciers pour solde de leurs droits.

Le tribunal estima que le concordat ne présentait pas des garanties suffisantes pour les créanciers. On présentait comme un concordat pur et simple une organisation particulièrement confuse qui n'était en réalité qu'un concordat par abandon d'actif. Dans le concordat de droit commun, le concordataire doit être remis à la tête de ses affaires ; or, en l'espèce, la Société restait

dépossédée ; en cas, au contraire, de concordat par abandon d'actif, le concordataire n'est pas remis à la tête de ses affaires et la réalisation de l'actif doit être poursuivie par les soins du syndic ou du liquidateur sous le contrôle du tribunal ; or la Société conservait par la personne de ses délégués le moyen de procéder à cette réalisation en l'absence de tout contrôle judiciaire. Le concordat présenté comme concordat de droit commun ne rétablissait pas le débiteur à la tête de ses affaires ; si, substituant la réalité aux apparences, on admettait qu'il y avait abandon d'actif, on constatait que la procédure en était illégale.

Le tribunal exprima par ailleurs la crainte que le long délai pendant lequel aucune distribution n'aurait vraisemblablement lieu n'ait pour résultat de décourager les créanciers et ne les amène à négocier leurs droits, à vil prix, ce qui aboutirait à une sorte de « spoliation déguisée » au bénéfice peut-être de quelques personnes seulement.

La Société avait cru pouvoir invoquer que le grand nombre des créanciers qui avaient voté le concordat prouvait suffisamment leur intérêt à le voir homologuer, ce à quoi le tribunal répliqua que le grand nombre d'adhérents prouvait seulement l'utilité des démarches qui avaient été faites auprès des créanciers, mais que l'assentiment de ceux-ci n'avait pas été donné en toute connaissance de cause, « ce qui modifiait sensiblement le poids des 33.000 oui, jetés dans la balance de l'homologation ».

Le tribunal estima, en outre, que la nomination des délégués chargés de l'administration et de la réalisation

de l'actif allait à l'encontre des dispositions de la loi du 17 juillet 1856 qui a interdit le régime des cessions de biens (art. 541 du Code de commerce) et qu'un mandataire de justice soumis au contrôle du tribunal présentait pour les créanciers plus de sécurité.

En ce qui concerne l'intérêt général invoqué par la Société, en particulier le risque en cas d'échec du concordat de la dévaluation de la propriété immobilière, le tribunal repoussa cet argument qui reposait sur une exagération manifeste de la portée que pouvait avoir la décision à prendre. Considérant en définitive que le concordat violait la loi et était par certaines dispositions contraire à l'intérêt des créanciers, le tribunal rejeta l'homologation.

La décision du tribunal, si elle ramenait la débitrice à un plus juste respect des lois, était loin par ailleurs de compromettre l'intérêt des créanciers ; en mettant les créanciers en état d'union, elle investissait en effet le liquidateur judiciaire du soin de continuer les opérations de la liquidation jusqu'à la réalisation et la répartition de l'actif, on pouvait normalement escompter que les créanciers recevraient au moins autant et ce, à coup sûr, avec plus de célérité.

Deuxième espèce, extraite celle-ci, non de la jurisprudence du Tribunal de commerce de la Seine, mais de celle de la Cour d'appel de Paris.

La Société du Crédit Foncier du Brésil et de l'Amérique du Sud en liquidation judiciaire (*Gazette des Tribunaux*, n°s des 18, 19 et 20 mars 1934), avait obtenu l'homologation de son concordat par jugement du Tri-

bunal de commerce de la Seine du 23 août 1932, ce jugement avait en même temps rejeté la demande de conversion en faillite présentée par quelques créanciers.

La Cour d'appel a infirmé le jugement homologatif et déclaré la Société en faillite à la suite de considérants particulièrement sévères pour les administrateurs de la Société : graves irrégularités commises au détriment des créanciers, bilans accusant une situation prospère et destinés à tromper les souscripteurs alors que le déficit dissimulé était considérable, émissions continuellement renouvelées et dont le produit servait à subventionner des entreprises chancelantes administrées par les membres du conseil d'administration de la Société, bref toute une série de faits qui de l'avis de la Cour s'opposaient à l'homologation du concordat ainsi qu'à l'octroi du bénéfice de la liquidation judiciaire. Dans la circonstance, le deuxième degré de juridiction a fait sentir son utilité.

Quant aux propositions concordataires elles-mêmes, la Cour estimait que le concordat « voté en dépit de toute morale et de toute justice » ne comportait rien d'immédiatement tangible, mais beaucoup de promesses dont la plupart ne seraient réalisables qu'à une très lointaine échéance après la mort des créanciers.

Sur la question de l'intérêt général, en particulier de l'influence française au Brésil, invoqué par la Société, la Cour considérait que son premier devoir était d'apporter une solution équitable et juridique aux litiges et que « gardienne uniquement de l'intérêt public, elle ne pouvait et ne devait l'envisager ici qu'au regard de la petite épargne, atteinte dans la personne de plus de 50.000

créanciers français, dont la fortune avait été drainée au profit de créanciers du Brésil, pour constituer dans ce pays un ensemble économique que la Société était incapable de mener à bonne fin ».

*

* *

Le rôle du tribunal se borne-t-il, comme dans les deux espèces qui viennent d'être examinées, à exercer strictement un droit de veto ? Ne comporte-t-il pas, à l'occasion, la faculté de modifier les propositions concordataires au lieu de les homologuer ou de les rejeter en bloc ?

Les auteurs, dont les ouvrages remontent à une époque où les problèmes juridiques étaient moins troublants, estiment que les tribunaux n'ont pas cette faculté et ne peuvent introduire dans le concordat des clauses sur lesquelles les créanciers ne se sont pas prononcés (Traité de M. Percerou, t. II, n° 1340 ; Lyon-Caen et Renault, t. VII, n° 603). A leur avis, si le débiteur offre d'améliorer les clauses de son concordat, le tribunal peut en prendre acte et se décider en conséquence à homologuer le concordat, mais l'offre complémentaire doit constituer une convention amiable distincte du concordat.

L'autorité de tels maîtres ne saurait être discutée. Nous ne nous serions pas enhardis à nous en affranchir si la pratique, soucieuse d'arriver à des solutions efficaces et commandées par les besoins, n'avait autorisé un usage, devenu constant, qui permet au débiteur de modifier en cours d'instance ses propositions pour accroître les garan-

ties offertes aux créanciers, en vue d'obtenir ainsi l'homologation de son concordat, à condition que l'essence du concordat soit respectée.

La Cour d'appel de Paris s'était prononcée nettement en ce sens par un arrêt du 22 mars 1929 dans une affaire Tailleur (*Gazette Judiciaire*, 1929, p. 113), en homologuant sur appel de Tailleur un concordat précédemment rejeté par le Tribunal de commerce, le débiteur ayant, entre temps, effectué un paiement qui aurait dû être fait de suite et ayant proposé à la Cour la nomination d'un commissaire au concordat.

La Cour de Paris est demeurée fidèle à sa jurisprudence par son arrêt du 14 avril 1934 rendu à l'occasion de l'homologation du concordat de l'Électro-Câble (*Gazette Judiciaire*, 1934, p. 145).

Le concordat de la Société l'Électro-Câble, en liquidation judiciaire, avait été frappé d'opposition par un créancier, la Société adressa, d'accord avec le liquidateur, une requête au tribunal de commerce par laquelle elle proposait certaines améliorations au profit des créanciers, le tribunal fit droit à cette requête et homologua par jugement du 24 juin 1933 le concordat ainsi modifié. Le créancier opposant ayant ensuite interjeté appel, la Société adressa à la Cour deux nouvelles requêtes dans le même but.

La Cour distingua entre ces deux requêtes, elle estima pouvoir accepter les modifications qui ne touchaient pas à l'essence du traité concordataire, par contre, elle rejeta les autres. Mentionnons un des considérants de cet arrêt :
« Considérant que, si la Cour peut homologuer les modi-

« lications qui apportent des avantages indiscutables aux
« créanciers, elle commettrait un excès de pouvoir en
« entérinant l'une des nouvelles clauses qui est de nature
« à transformer le statut accepté par l'assemblée concor-
« dataire... ». Dans sa décision, la Cour jugeait « que
« selon un usage constant, il est loisible au débiteur de
« modifier ses propositions pour accroître les garanties
« offertes aux créanciers en vue d'obtenir ainsi l'homolo-
« gation du traité ».

Cette pratique n'aura, à notre avis, que des résultats avantageux. Elle permet en particulier d'obtenir certaines garanties d'exécution que le débiteur ne se décide à proposer que lorsque le concordat est l'objet d'une opposition ou d'un appel, ce qui affermit la solidité du concordat. Cette pratique trouve d'ailleurs sa justification rétrospective dans le paragraphe 3 de l'article 12 de la loi de 1919 sur le Règlement transactionnel qui permettait au débiteur de modifier ses propositions primitives pour en augmenter le montant ou les garanties ; cette disposition avait été étendue à la faillite et à la liquidation judiciaire pendant les trois années d'application de la loi de 1919 et il paraît normal d'admettre que l'usage en reste maintenu nonobstant la disparition du régime du Règlement transactionnel.

SECTION II

De la conclusion de concordats a dividendes variables

La recherche des conditions du concordat place le failli devant un dilemme : si, en effet, les propositions qu'il fait aux créanciers sont trop faibles, ceux-ci refuseront le concordat et préféreront l'état d'union qui offre au moins l'intérêt d'une réalisation immédiate ; si, au contraire, les engagements qu'il souscrit sont trop lourds, il s'expose à ne pouvoir les tenir.

L'exercice du commerce ou la conduite d'une industrie sont devenus difficiles même pour les entreprises saines. Que dire des entreprises qui sortent de la faillite avec un concordat ! Le concordat, s'il met fin à la faillite, ne fait pas en effet disparaître pour autant toutes les difficultés. La reprise normale de l'exploitation est malaisée, il faut éviter de retomber dans les errements antérieurs en améliorant si possible les méthodes d'exploitation et en obtenant du personnel un meilleur rendement, il faut par ailleurs reconquérir les marchés.

Au point de vue de la trésorerie, l'écueil est encore plus grave : les immeubles restent en effet souvent hypothéqués, les banques sont peu disposées à rouvrir des crédits et les émissions d'actions ou obligations lancées trop tôt après la faillite sont difficilement couvertes. Les premières années seront très ingrates et il est prudent de ne pas les grever de façon inconsidérée par la pro-

messe de dividendes concordataires trop importants. Cependant, on peut espérer qu'avec le temps l'entreprise renouvée et affermie deviendra prospère et rapportera des bénéfices, l'intérêt des créanciers est donc d'attendre ces années meilleures pour recevoir plus qu'on ne pourrait normalement leur garantir à la formation même du concordat.

Il apparaît dans ces conditions d'une sage économie d'asseoir le concordat sur des bases qui tiennent compte des aléas possibles, afin qu'en aucun cas, celui de mauvaise foi excepté, il ne soit menacé de dissolution. Par ailleurs, il n'est que trop juste que le concordat permette aux créanciers de bénéficier de la prospérité éventuelle de l'entreprise du débiteur afin de récupérer avec le temps tout ou partie de leurs créances. La solution consiste à subordonner le paiement des dividendes futurs aux bénéfices qui seront réalisés, c'est ce qu'on appelle les concordats à dividendes variables.

En basant ainsi le paiement des dividendes sur les résultats de l'exploitation, le concordat est assuré d'une existence durable et le risque de résolution se trouve efficacement conjuré.

C'est en 1892 que le système des concordats à dividendes variables fut expérimenté pour la première fois. Le mérite en revient à M. Pinet, dont la place a été si grande dans la Compagnie des Liquidateurs-Syndics près le Tribunal de commerce de la Seine, dont il a été plusieurs fois le Président. Pour faire aboutir un concordat qui rencontrait d'assez vives oppositions, M. Pinet sut habilement concilier les intérêts en présence. Il s'agissait

de l'important concordat de la Compagnie Française des Chemins de Fer de la Province de Santa-Fé déclarée en liquidation judiciaire par le Tribunal de commerce de la Seine.

M. Pinet a fait école ; le système des dividendes variables se retrouve dans la plupart des concordats importants conclus depuis quarante ans, par exemple :

1892. Le concordat des Chemins de Fer de Santa Fé.

1919. Le concordat de la Compagnie Générale de Chemins de Fer dans la Province de Buenos-Ayres.

1923. Le traité de Règlement transactionnel de la Banque Industrielle de Chine avec l'avenant passé en 1930.

1934. Le concordat de la Société des Aéroplanes G. Voisin.

1934-1935. Le concordat de la Société Lorraine Minière et Métallurgique.

*

* *

1892. *Chemins de Fer de Santa-Fé.*

La Compagnie Française des Chemins de Fer de la Province de Santa-Fé (Argentine) avait été déclarée en liquidation judiciaire par le Tribunal de commerce de la Seine le 4 janvier 1892. La Compagnie, constituée en France, était concessionnaire pour 55 ans à dater de 1888 de 1.317 kilomètres de voie ferrée dans la République Argentine. La Compagnie avait d'importantes

dettes obligataires consécutives à une émission d'obligations faites en 1889 et au rachat de certains groupes de lignes.

En cas d'insuffisance des produits de l'exploitation, le Gouvernement de la Province de Santa-Fé devait garantir le service des intérêts et l'amortissement des obligations ; il ne remplit pas cet engagement, la Compagnie y pourvut de son mieux jusqu'à épuisement de son capital-actions, puis elle se trouva dans l'obligation de demander sa mise en liquidation judiciaire.

En fait, la vitalité du réseau n'était pas atteinte et sa valeur productive apparaissait suffisante pour assurer par la suite la rémunération de tous les capitaux engagés, toutefois la situation financière et politique de la République Argentine conseillait la prudence. Aussi la Compagnie déclarait-elle à ses créanciers ne pouvoir prendre envers eux d'engagements formels que pour des sommes très restreintes sous peine de courir le risque d'y manquer de nouveau. Mais, confiante dans l'avenir, elle leur offrait de les indemniser entièrement en capital et intérêts s'ils consentaient à n'être payés qu'au fur et à mesure des ressources disponibles.

Dans ces conditions, la Compagnie offrait à ses créanciers une option entre le paiement de 20 % de leurs créances en 50 annuités et l'échange de ces 20 % contre autant d'obligations nouvelles qu'ils en possédaient d'anciennes, n'emportant aucune réduction de leurs créances et leur donnant droit à la répartition des disponibilités comme il sera exposé plus loin.

Les obligations étaient créées au capital nominal de

500 francs, elles avaient droit à l'amortissement et à un intérêt de 5 % l'an. L'intérêt n'était payable qu'en cas de ressources suffisantes, sinon il était reporté. Une fois acquittés les intérêts échus, les disponibilités devaient, après un prélèvement de 10 % pour la Société, être affectées à l'amortissement des obligations. Au cas où, à la dissolution de la Société, les obligations ne seraient pas encore remboursées intégralement en capital et intérêts, l'actif social devait être versé aux obligataires qui faisaient par avance remise du solde de leurs créances.

La modicité du dividende offert en espèces et la longue durée fixée pour son paiement (20 % en 50 ans) devait tout naturellement inciter les créanciers à préférer le règlement en obligations. D'ailleurs, sauf la Compagnie de Fives-Lille qui avait effectué des travaux de construction de lignes, les créanciers étaient tous d'anciens obligataires, c'est-à-dire des prêteurs désireux d'investir leurs capitaux et non des fournisseurs soucieux d'être payés rapidement, le règlement se ramenait à une conversion facile de titres.

L'écueil d'une telle solution est qu'elle subordonne trop les dividendes à la gestion du failli ; nous avons vu qu'il était loisible et désirable d'adjoindre au failli un commissaire au concordat, celui-ci devant veiller à la bonne gestion de l'entreprise et à la parfaite exécution des engagements concordataires souscrits. Si un contrôle de ce genre est déjà utile lorsque les créanciers ont à recevoir des dividendes fixes, il devient indispensable lorsque les dividendes doivent être établis en fonction des résultats de l'entreprise. Il est nécessaire que ceux-ci soient con-

trôlés chaque année par un mandataire qualifié des créanciers. Dans les Sociétés par actions, pour la fixation du dividende à distribuer, des commissaires aux comptes sont chargés de vérifier les livres et de faire un rapport aux actionnaires à l'assemblée générale. Il est normal d'accorder des facilités analogues aux créanciers concordataires.

Les créanciers peuvent-ils exiger plus qu'un droit de contrôle ? Particulièrement intéressés aux résultats de l'entreprise qui est devenue un peu la leur, ne peuvent-ils pas demander à participer à sa direction ? L'importance de cette question n'avait pas échappé au liquidateur et à la Compagnie de Santa-Fé, aussi celle-ci déclarait-elle dans son projet de concordat « tenir essentiellement à associer les obligataires à ceux des actes de sa gestion qui peuvent exercer une influence sérieuse sur l'avenir de leur commune entreprise tels que, par exemple, la conclusion, s'il y a lieu, de nouveaux emprunts, la concession de nouvelles lignes, les échanges avec les Compagnies voisines, les modifications du traité avec le Gouvernement de la Province de Santa-Fé ».

Les créanciers concordataires furent groupés en une association qui, par la personne de son mandataire, intervint au concordat ; il fut stipulé que la Compagnie ne pourrait emprunter sans l'assentiment des représentants de l'association, qu'elle ne pourrait de même sans cet assentiment se livrer à aucune nouvelle entreprise ni passer aucune convention qui « aurait pour résultat de modifier la nature ou la durée de ses concessions, l'étendue de son réseau, ou la garantie d'insuffisance des pro-

duits d'exploitation ». En outre, le Conseil d'administration de l'association des créanciers ou son délégué avait entre autres droits celui de prendre communication de la comptabilité, du bilan, de l'inventaire et du compte de Profits et Pertes.

Cette participation des créanciers aux affaires de la Compagnie ne nous paraît pas en contradiction avec les dispositions légales qui exigent le rétablissement du failli à la tête de son patrimoine, elle ne touchait en effet en rien à l'activité de l'exploitation du réseau ni aux actes courants d'administration.

*

* *

*1919. Concordat de la Compagnie Générale de Chemins
de Fer dans la Province de Buenos-Ayres.*

On peut rapprocher du concordat des Chemins de Fer de Santa-Fé le concordat conclu en 1919 par une autre Société Française également concessionnaire d'une exploitation ferroviaire dans la République Argentine : la Compagnie Générale de Chemins de fer dans la Province de Buenos-Ayres.

Le concordat de cette Société ressemble, en effet, dans ses grandes lignes, à celui de Santa-Fé conclu en 1892, on y retrouve notamment la clause d'un règlement en obligations avec paiement d'un intérêt subordonné aux disponibilités et la participation des créanciers obligataires aux actes importants de l'entreprise. Il existe toutefois entre les deux concordats quelques différences,

notamment en ce qui concerne la question des dividendes variables qui nous intéresse.

La Société avait été fondée en 1905, elle avait pour but la continuation et l'exploitation d'un réseau ferroviaire dans la Province de Buenos-Ayres, réseau racheté en partie à de précédents concessionnaires. Au début de l'année 1914 des pluies abondantes endommagèrent les lignes, détruisant les remblais et provoquant des affaissements des voies, d'où des déraillements et une exploitation difficile et très coûteuse. La Compagnie ne pouvant subvenir aux frais des réparations nécessaires fut acculée en septembre 1914 à demander sa mise en liquidation judiciaire.

De 1914 à 1918, la liquidation continua l'exploitation, ce n'est qu'en 1919 que la Compagnie présenta à ses créanciers des propositions de concordat. L'idée maîtresse du concordat était la même que pour le concordat de Santa-Fé, à savoir le paiement intégral des créanciers à l'aide d'obligations portant intérêt, celui-ci n'étant toutefois payable que dans la limite des disponibilités.

Contrairement à ce qui avait eu lieu pour le concordat de Santa-Fé, on offrait seulement aux créanciers un paiement en obligations et non pas le choix entre le paiement d'une somme fixe et un règlement en obligations. Autre différence avec le concordat de Santa-Fé, l'intérêt des obligations n'était pas cumulatif, c'est-à-dire reporté en cas de non-paiement.

L'amortissement des obligations devait être effectué par rachat en Bourse si le cours des obligations était au-dessous du pair ou par tirage au sort si le cours

était au pair ou au-dessus, l'amortissement devait être complètement terminé en l'an 2001, c'était là encore une différence avec le concordat de Santa-Fé où nous avons vu que les obligataires devaient à la fin de la Société se partager l'actif disponible et donnaient par avance quitus pour le solde de leurs créances.

Les résultats de la gestion relativement assez longue de la liquidation permettaient sans doute à la Compagnie d'escompter un amortissement normal des obligations, il était du reste stipulé que si par impossible la durée de la Compagnie prévue par les statuts n'était pas suffisante pour que l'amortissement soit effectué dans les conditions fixées, cette durée serait prolongée à la diligence de la Compagnie jusqu'à ce que l'amortissement soit terminé ; la durée de la concession consentie par le Gouvernement Argentin était de son côté illimitée.

Enfin, par analogie avec le concordat de Santa-Fé, dont il s'était très nettement inspiré, le concordat des Chemins de Fer de Buenos-Ayres prévoyait la constitution d'un syndicat des porteurs d'obligations concordataires, syndicat qui intervenait au concordat avec mission d'en surveiller l'exécution ; par ailleurs la Compagnie associait les créanciers aux actes de sa gestion susceptibles d'exercer une influence sur l'avenir de leur commune entreprise, en s'engageant à s'assurer de leur accord préalable pour les actes principaux.

Le concordat de Buenos-Ayres paraît avoir profité de l'expérience de celui de Santa-Fé, il marque une nouvelle étape dans l'histoire du concordat à dividendes variables. Il est surprenant que la Société se soit aussi

facilement libérée de l'usage, qui avait presque force de loi, de faire figurer dans ses propositions concordataires un règlement en espèces même minime. La Compagnie de Santa-Fé s'était en quelque sorte crue obligée de le faire, peu à peu la pratique s'instaurait des paiements en obligations et la Compagnie de Buenos-Ayres estimait pouvoir en toute confiance tabler sur eux pour obtenir la double majorité du vote de son concordat.

*

* *

1923. *Traité de Règlement transactionnel de la Banque Industrielle de Chine.*

Le krach de ce gros établissement financier eut à l'époque un grand retentissement, il affectait en effet non seulement ceux qui avaient des intérêts directs dans la Banque, mais encore tous ceux qu'animait le souci de notre influence nationale en Extrême-Orient. Fondée en 1913, la Banque était une Société anonyme française au capital porté à 150 millions, elle avait pour objet les opérations habituelles de banque et de finance, l'émission de billets de banque en Chine et la mise en œuvre d'importantes concessions accordées par le Gouvernement de la République Chinoise, telles que les travaux d'édilité de la Ville de Pékin, les tramways de Pékin, la construction de ports et de chemins de fer.

De grands efforts avaient été tentés en 1920 et 1921 par le Gouvernement Français, la Banque de France et un consortium de banques pour aider la Banque Indus-

truelle de Chine à sortir des difficultés financières qui paralysaient son action. Ces efforts restèrent partiellement infructueux et la Banque se vit contrainte de demander son admission au bénéfice du Règlement transactionnel qui lui fut accordé le 26 juillet 1921.

C'est donc la loi du 2 juillet 1919 « relative à l'institution d'un règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers », loi que nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de citer, qui réglementait la procédure.

Dans son traité de règlement transactionnel, la Banque s'engagea à payer aux créanciers chirographaires l'intégralité de leurs créances dans une période maximum de 25 années ; la totalité de son actif, à l'exception des éléments donnés en hypothèques ou en nantissement, devant être affectée à des répartitions entre les créanciers. Les répartitions devaient avoir lieu chaque fois que 5 % pourraient être distribués.

Une Société de gérance avait été créée qui devait prendre en main l'activité bancaire de la Banque Industrielle de Chine et assurer son relèvement, 95 % des bénéfices nets de la gérance devaient revenir à la Banque et devaient être affectés, ainsi que les réalisations d'actif à faire par la Société de gérance ou par la Banque, au paiement des dividendes.

Les créanciers, dans le but de mobilisation de leurs titres, devaient recevoir contre remise de ces titres des bons de répartition représentant des tranches de 500 francs de leur créance, bons au porteur et transmissibles par conséquent par simple tradition. Enfin, il était créé entre

les créanciers chirographaires une association des porteurs de bons qui avait notamment pour but de veiller à l'exécution des stipulations du Règlement transactionnel et de traiter avec la Banque. Des associations étaient également constituées entre les porteurs de bons représentant les créances des participants au Consortium.

Pratiquement la Banque ne s'engageait donc à verser des dividendes concordataires qu'au fur et à mesure d'une disponibilité de 5 %, ce qui constitue une clause de dividendes variables sinon dans leur montant du moins quant à la cadence des versements. Le traité se trouvait triplement garanti par la désignation d'un commissaire, l'institution des associations de porteurs de bons et les conditions convenues avec la Société de gérance.

Le traité fut homologué par jugement du Tribunal de commerce de la Seine le 26 septembre 1923, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 8 décembre 1923.

Les conditions de paiements successifs de fractions de 5 % ne se réalisant pas, un avenant rendu définitif par les assemblées générales des associations de porteurs de bons de répartition, tenues le 11 juillet 1930, a autorisé la Banque à offrir aux créanciers, contre renonciation au droit de participer à des répartitions de 5 % dès que les disponibilités le permettraient, le rachat anticipé de leurs droits au moyen d'un paiement en espèces représentant 20 % de leur montant intégral ; à ceux qui ne souscriraient pas à cette proposition, elle garantissait un paiement de 100 % sans intérêt, différé en 1948, avec garantie d'un nantissement sur le fonds de roulement mis à la

disposition de la Banque Franco-Chinoise en vertu du contrat de gérance.

La très grande majorité des créanciers opta pour le rachat anticipé.

*

* *

1934. *Concordat de la Société des Aéroplanes G. Voisin.*

Cette Société s'est engagée à régler les créanciers chirographaires en leur versant : 50 francs en espèces payables en 15 ans à partir de la troisième année qui suivra l'homologation du concordat et une part annuelle de ses bénéfices jusqu'à extinction des créances ou dissolution de la Société.

Les créanciers ont reçu des bons de répartition pour chaque tranche de créance correspondant à 545 francs, ces bons n'ont pas de valeur nominale et ne rapportent pas intérêts, mais donnent droit à une quote-part des bénéfices réalisés par la Société. Les bénéfices nets doivent être en effet affectés : pour 85 % aux porteurs de bons et pour 15 % au capital social.

Lorsque les bons auront reçu, soit par voie de dividende, soit par voie d'amortissement anticipé, une somme totale de 100 francs, le solde des profits sera partagé à raison de 60 % aux bons et 40 % au capital social, puis lorsque les bons auront déjà reçu 200 francs, le partage se fera à raison de 25 % aux bons et 75 % au capital social.

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution

anticipée, l'actif, une fois certains règlements effectués, sera réparti entre les porteurs de bons et les actionnaires dans la proportion applicable pour la répartition des bénéfices.

*

* *

1934-1935. *Propositions concordataires
de la Société Lorraine Minière et Métallurgique.*

Le concordat proposé par cette Société comporte une clause d'intérêt variable pour les obligations concordataires, ce n'est pas là à proprement parler une clause de dividendes variables ; ce concordat offre néanmoins un grand intérêt en raison des diverses modalités de règlement proposées aux créanciers et dont une, le paiement en actions, a une certaine parenté avec le concordat à dividendes variables.

La Société Lorraine Minière a obtenu du Tribunal de commerce de la Seine le bénéfice de la liquidation judiciaire le 21 février 1933.

La Société offre à ses créanciers le choix entre trois règlements :

A) Règlement à 40 % en obligations portant intérêt fixe à 3 % et, en outre, un revenu variable, en cas de bénéfices suffisants, pouvant porter le taux à 6 %.

B) Règlement en espèces à 30 % payables en 15 annuités sans intérêt.

C) Règlement à 50 % en actions qui seront émises en augmentation de capital.

Il est stipulé que les créanciers qui n'auront pas fait connaître leur choix dans les 40 jours qui suivront l'homologation seront réputés avoir opté pour le règlement en obligations.

Les bénéfices doivent recevoir la destination suivante :

- a) 5 % pour la réserve légale ;
- b) la somme nécessaire pour fournir aux actionnaires un premier dividende non cumulatif de 3 % ;
- c) la somme nécessaire pour parfaire jusqu'au taux de 6 % concurremment l'intérêt des obligations et le dividende des actions, sans que, en cas d'insuffisance, ces paiements puissent être reportés sur les années suivantes ;
- d) le solde est à répartir : 90 % aux actions, 10 % au Conseil d'administration.

Les obligations du règlement A doivent être amorties en 35 ans au maximum.

Le concordat de la Société Lorraine Minière est un type de concordat alliant heureusement le système des dividendes fixes avec celui des dividendes variables. Règlement en actions, attribution aux obligations concordataires d'un intérêt supplémentaire variant de 3 à 6 %, rachat possible des obligations non seulement au pair, mais à leur valeur cotée en Bourse ou à la suite d'appels d'offres comportant la remise de soumissions sous pli cacheté si les titres ne sont pas cotés en Bourse : autant d'éléments qui constituent des dividendes empreints d'une grande variabilité.

Les créanciers ne sont toutefois pas mis dans la nécessité d'opter entre ce mode de règlement concordataire et l'union. Les propositions de la Société Lorraine Minière

laissent, en effet, aux créanciers la faculté de souscrire à un autre genre de règlement, le règlement en espèces à dividendes fixes (30 % en 15 ans).

Le choix ainsi offert aux créanciers donne au concordat une grande souplesse, il répartit en effet les créanciers en plusieurs catégories dont les droits ne sont pas exigibles simultanément, évite des décaissements de dividendes trop rapides et conserve à la Société ses anciens prêteurs.

Une telle diversité de règlements est certainement permise encore qu'elle n'ait sans doute pas été prévue par le législateur de 1838, mais nous nous plaisons à nous rallier à la théorie de l'imprévision. On ne saurait contraindre un créancier à accepter en paiement de sa créance un règlement en obligations ou en actions et il paraît nécessaire de conserver dans le choix proposé un règlement en espèces ; la substitution d'actions à la créance initiale constitue en effet une novation qui ne saurait être imposée au créancier. Une action n'est pas une créance sur la Société, c'est une part même de la Société, c'est donc un changement dans la nature du droit de l'ancien créancier. Quant à l'obligation, outre qu'elle ne constitue pas des espèces, sa valeur risque souvent de tomber au-dessous de sa valeur nominale et l'amortissement obligatoire peut léser une seconde fois le créancier.

SECTION III

**Du groupement des créanciers concordataires
en Société civile**

Si fructueuse qu'ait pu être la collaboration du syndic, des créanciers et du tribunal, si prudents que soient les engagements pris par le failli, beaucoup de concordats risquent de ne pouvoir être ponctuellement exécutés.

Le maintien du concordat est alors à la merci de la bonne volonté de l'un quelconque des créanciers. Cette règle, conforme aux doctrines individualistes qui ont prévalu au ^{xix}^e siècle, est à peu près inapplicable en période de crise. La nécessité de plier les volontés individuelles à la loi de la majorité, quelque objection de principe qu'elle puisse soulever, s'impose aujourd'hui en matière économique. Le projet de loi, d'une si immédiate actualité, sur les accords professionnels obligatoires, sorte de renaissance corporative, en est la preuve la plus récente. Il a pour but de faire prévaloir la loi du nombre lorsque l'intérêt général est en jeu : « A l'intérieur d'une profession intéressant l'économie nationale, la minorité peut être contrainte, sous certaines conditions, à adopter les mesures prises par la majorité, en vue de remédier à une situation grave ».

Un résultat semblable est obtenu, en matière de concordat, si le règlement concordataire comporte le groupement des créanciers en Société civile et que le droit de provoquer la résolution du concordat soit réservé à la Société.

Les groupements de créanciers concordataires ont été copiés sur les Sociétés civiles d'obligataires des Sociétés par actions. La création des Sociétés civiles d'obligataires date de la fin du siècle dernier, l'existence légale leur est contestée. La plupart des auteurs estiment qu'à défaut de but lucratif, la défense d'intérêts communs et l'économie de frais constituent un élément suffisant pour valider une Société civile. Cependant nous indiquons l'objection tirée d'un arrêt de la Cour de cassation du 11 mars 1914 considérant ce genre de groupement, non pas comme une Société, mais comme une Association (Chambres réunies, 11 mars 1914, *D. P.*, 1914, 1, 257).

Si tant est que le groupement d'obligataires ait le caractère d'une simple association, il peut néanmoins acquérir la personnalité morale qui lui est nécessaire en satisfaisant à l'obligation de déclaration imposée par la loi du 1^{er} juillet 1901.

En pratique, les tribunaux, en présence de l'arrêt du 11 mars 1914, évitent de se prononcer sur la nullité de ce genre de sociétés fondée sur l'absence d'esprit de lucre, ils jugent la validité des actes d'après la gestion et témoignent d'une large bienveillance pour les sociétés honnêtes, réservant par contre toute leur sévérité à celles qui désertent leur mandat pour faire le jeu des actionnaires et qui n'accordent pas à leurs membres des garanties au moins égales à celles que la loi du 24 juillet 1867 a instituées pour les actionnaires dans les Sociétés par actions (Arrêts rendus par la Cour d'appel de Paris : le 20 mars 1924, dans l'affaire du Banco el Hogar Argentino (*D. H.*, 1924, p. 289) ; le 30 mars 1928, dans l'affaire des Établisse-

ments Delaunay-Belleville (*Gazette du Palais*, 8 mai 1928) ; le 25 octobre 1928, dans l'affaire des Anciens Établissements Chauvière).

C'est ainsi qu'à notre connaissance aucune décision judiciaire n'a déclaré nulle une Société civile d'obligataires ou de porteurs de bons créée pour être incorporée à un concordat. Par son arrêt du 30 mars 1928 mentionné plus haut, la Cour de Paris a manifesté son souci de ne pas détruire brutalement un concordat préventif motivé par les circonstances, elle s'est contentée de le déclarer non opposable aux obligataires dissidents. A plus forte raison une Société civile appelée à coopérer à l'exécution d'un concordat mérite-t-elle d'être reconnue.

*

* *

Comme nous l'avons dit, dans les concordats importants les créanciers reçoivent en échange de la remise de leurs titres de créance des obligations ou des bons, établis au porteur, négociables et transmissibles. La constitution d'une Société entre ces obligataires ou porteurs de bons, sans requérir l'adhésion personnelle des intéressés, est stipulée dans les concordats par le seul fait de la possession d'une obligation. Il est devenu de style que la créance emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société ou de l'association et aux décisions de l'assemblée générale des obligataires.

L'objet de la Société est presque toujours de mettre en commun et de centraliser dans l'intérêt de tous les

porteurs d'obligations l'exercice des droits, actions et garanties attachés aux titres en sorte que la Société seule peut les exercer. Cette définition très générale comprend le droit d'assigner le débiteur en résolution de son concordat lorsque ce dernier est inexécuté ; le droit de provoquer la résolution qui appartient généralement à tout créancier se trouve réservé à la Société. Celle-ci pourra prendre en outre aux majorités fixées par ses statuts toutes les décisions propres à faciliter l'exécution du concordat et, le cas échéant, consentir les modifications utiles. Le danger des résolutions inopportunes se trouve amoindri.

Les concordats que nous avons examinés à la section précédente comportent tous la constitution du groupement des obligataires concordataires. Les obligataires sont liés entre eux par le contrat de société ou d'association conclu par le vote et l'homologation du concordat et leur option pour le règlement en obligations, ils ne sauraient donc s'élever contre les décisions prises par leur assemblée générale. A supposer même que des obligataires dissidents veuillent contester la validité des décisions prises en invoquant la nullité de la Société, les décisions pourraient néanmoins leur être opposables en vertu des règles de la gestion d'affaires lorsque les décisions ont été prises pour le profit certain de la collectivité.

*

* *

Le concordat de la Compagnie des Chemins de Fer de Santa-Fé stipule à son article 5 la création d'une association des obligataires désignée sous le nom de Syndicat des Obligataires. D'après les statuts, le syndicat est administré par un Conseil chargé en particulier de veiller à l'exécution des engagements pris par la Compagnie et d'exécuter les décisions de l'assemblée générale des obligataires. L'assemblée générale se réunit de droit chaque année et chaque fois que le Conseil en reconnaît l'utilité. Tout porteur de dix obligations est de droit membre de l'assemblée générale.

Pour délibérer valablement l'assemblée générale doit être composée d'un nombre d'obligataires représentant au moins le quart des obligations, les délibérations sont prises à la majorité des voix, chaque membre ayant autant de voix qu'il possède de fois dix obligations, soit comme propriétaire, soit comme mandataire, sans cependant disposer de plus de 50 voix, quel que soit le nombre de ses obligations.

Si l'assemblée générale ne réunit pas le nombre d'obligations prescrit, une nouvelle assemblée est convoquée et elle délibère valablement quel que soit le nombre d'obligations représentées.

L'assemblée générale peut statuer sur toutes conventions à passer avec la Compagnie, ce qui implique la faculté de modifier éventuellement les clauses concordataires. Par ailleurs, c'est le Conseil qui représente le Syndicat des obligataires dans tous les procès ou contestations à intervenir, chaque adhérent renonçant à invoquer la maxime « que nul en France ne plaide par

procureur » qui pourrait faire opposer une fin de non-recevoir à l'action de la Société civile.

D'une manière générale, la question de résolution éventuelle du concordat n'est pas abordée franchement dans le concordat ni dans les statuts de la Société des obligataires, la question est, fort sagement, discrètement réglée par la limitation du droit d'assigner le débiteur en justice. Dans le traité du Règlement transactionnel de la Banque Industrielle de Chine la question a été au contraire explicitement prévue, en raison de l'intérêt supérieur en jeu, elle fait l'objet de l'article 10 ainsi conçu :

« La résolution du présent traité, dans le cas d'inexécution de ses conditions, pourra être poursuivie, mais uniquement à la requête de la Banque de France ou de chaque association de porteurs de bons, à l'exclusion de tout attributaire de bons.

Cette poursuite ne pourra être exercée que deux mois après une mise en demeure restée infructueuse et notifiée au commissaire au Règlement transactionnel ».

L'assemblée des porteurs de bons de répartition chi-rographaires délibère à la majorité des voix des membres présents, chaque porteur de bons ayant autant de voix qu'il possède ou représente de bons (art. 11 des statuts).

Pour délibérer valablement l'assemblée doit, sur une première convocation, représenter le quart au moins des bons en circulation, puis à défaut, sur deuxième convocation, elle peut délibérer valablement quel que soit le nombre des porteurs présents ou représentés. L'assemblée réunissant le quorum fixé confère tous pouvoirs aux administrateurs de l'association pour consentir et exécuter

toutes modifications au contrat de gérance intervenu entre la Banque et la Société de gérance, toutes modifications au traité de Règlement transactionnel, et « d'une manière générale, toutes conventions, arrangements ou transactions ayant pour objet de modifier ou d'abandonner tout ou partie des droits appartenant aux porteurs de bons »).

Toutefois, s'il s'agit de modifications à apporter aux statuts, l'assemblée ne peut délibérer, même sur seconde convocation, que si les porteurs de bons présents ou représentés réunissent le quart au moins des bons en circulation.

Ces exemples montrent le rôle utile que le groupement des obligataires concordataires peut jouer dans l'exécution du concordat. Il serait cependant injuste de priver d'une façon trop draconienne un créancier de l'exercice de ses droits, aussi la multiplicité des conditions de sociétés civiles ou groupements du même genre complique-t-elle la tâche du tribunal chargé d'homologuer le concordat. Le tribunal, dont la décision va rendre le concordat obligatoire à l'égard de tous, se doit en effet d'examiner non seulement le concordat lui-même, mais les statuts de la Société des obligataires qui en fait en quelque sorte partie intégrante.

Le tribunal doit notamment veiller à ce que les assemblées prévues et qui auront des pouvoirs souverains ne puissent valablement délibérer qu'à un quorum qui soit la manifestation loyale des membres du groupement. L'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, d'abord modifié par la loi du 22 novembre 1913, puis remplacé par les

dispositions de la loi du 1^{er} mai 1930, réglemente de façon judicieuse les assemblées des Sociétés par actions en fixant des quorums différents et dégressifs selon les intérêts à débattre, et aussi selon la réponse des membres aux premières convocations, malheureusement la pratique accuse la quasi impossibilité d'obtenir le minimum d'un quart pour le quorum des assemblées de Sociétés civiles d'obligataires.

Nous souhaitons que le législateur se montre plus hardi que dans la loi transitoire sur le Règlement transactionnel, aujourd'hui abrogée, et que dans celle du 23 janvier 1929 sur la représentation collective des porteurs de parts de fondateurs à l'égard de la Société émettrice. De tels groupements devraient avoir une vitalité accrue par des textes législatifs appropriés aux besoins actuels.

CONCLUSION

Quand la situation d'une entreprise tombée en faillite n'apparaît pas désespérée, le failli ne manque jamais de demander à ses créanciers de lui accorder un concordat permettant à l'entreprise de survivre.

Il appartient au syndic de fournir aux créanciers, dans le rapport qu'il leur présente conformément à l'article 506 du Code de commerce, tous les renseignements utiles pour qu'ils puissent se prononcer en connaissance de cause. La décision à prendre par les créanciers est lourde de conséquences. Refuser le concordat et lui préférer l'union, c'est se résigner à partager un actif toujours insuffisant. Voter le concordat, c'est courir la chance d'un avenir meilleur, mais aussi le risque d'une ruine définitive.

Toute solution concordataire suppose que l'entreprise, qui avait dé péri au point de tomber en faillite, est capable de se relever. Sa convalescence sera l'œuvre du temps. Si le concordat risque à tout instant d'être remis en question, il ne mérite plus son nom et ne fait que retarder l'union.

Le syndic ne saurait donc recommander aux créanciers les propositions concordataires du failli que si le

concordat présente à ses yeux des garanties de durée. Il se fera d'ailleurs un devoir d'attirer l'attention des créanciers sur l'importance capitale de cette question de durée et de les inviter à ne se prononcer sur les propositions concordataires qu'après en avoir eux-mêmes soigneusement examiné la portée exacte.

Trop souvent, ces exhortations du syndic restent sans effet. Dans la plupart des faillites, les créanciers semblent craindre d'ajouter à leurs pertes d'argent des pertes de temps et d'efforts. On ne saurait trop réagir contre cette tendance. Les créanciers devraient s'habituer, au contraire, à intervenir activement dans la préparation du concordat. Cette intervention peut se manifester de plusieurs manières. Ils doivent être diligents dans l'affirmation de leurs droits pour que le syndic puisse établir sans délai la situation de l'entreprise. Ceux d'entre eux que leurs aptitudes désignent aux fonctions de contrôleurs ne doivent pas se récuser. Le cas échéant, ils doivent aussi savoir consentir les sacrifices nécessaires et laisser payer par préférence les petits créanciers en leur consentant des stipulations d'inégalité dont la pratique a montré les bons effets.

S'il est parfois difficile d'astreindre les créanciers à faire l'effort nécessaire pour la formation d'un concordat viable, il est plus difficile encore d'obtenir d'eux, au cours de l'exécution du concordat, qu'ils se résignent aux incidents imprévus pouvant contrarier l'observation ponctuelle des engagements pris.

La pratique a su parer à ce danger par deux moyens principaux. L'un consiste à éviter dans les clauses mêmes

du concordat tout engagement inconsideré, tel que la promesse d'un dividende fixe, et à stipuler au contraire des dividendes variables. L'autre moyen consiste à rendre inopérantes par avance les demandes de résolution intempestives en imposant la loi de la majorité par le groupement des créanciers.

L'attribution de dividendes variables et le groupement des créanciers se rencontrent aujourd'hui dans la plupart des concordats importants. L'activité des groupements de créanciers concordataires risque toutefois d'être entravée par l'incertitude de leur statut juridique. Il serait désirable que le législateur conférât nettement à ces groupements la personnalité morale.

Complétées sur ce point, les dispositions légales relatives au concordat, telles qu'elles sont mises en œuvre par l'habileté des syndics, permettent de donner à la faillite de débiteurs plus malheureux que coupables une conclusion tenant compte de leur bonne foi et de leurs facultés de paiement, tout au moins partielles. Le concordat n'a toutefois pas pour effet d'effacer les déchéances et le discrédit qui s'attachent à la déclaration de faillite, aussi serait-il très désirable que le législateur français, suivant l'exemple donné par un grand nombre de pays étrangers, instituât en faveur des débiteurs malheureux et de bonne foi, si nombreux aujourd'hui, un régime de concordat préventif.

VU : *Le Président,*
J. PERCEROU.

VU : *Le Doyen,*
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

Girard et Senn. — *Manuel élémentaire de Droit Romain*, 8^e édit., 1929.

Josserand. — *Cours de droit civil positif français*, Paris, 1930.

Lacour et Bouteron. — *Précis de droit commercial*, 3^e édit., Paris, 1925.

Lyon-Caen et Renault. — *Traité de droit commercial*, tomes VII et VIII. Des faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires, 4^e édit.

Percerou. — *Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires*, tomes I et II.

Planiol. — *Traité élémentaire de droit civil*, 11^e édit., 1928.

Thaller et Percerou. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 8^e édit., 1931.

Truchy. — *Cours d'Economie Politique*, 2^e édit., 1923.

Ouvrages spéciaux.

Carpentier (Paul). — *Législation commerciale de l'Allemagne*. Code de Commerce. Change. Faillite. Paris, 1901.

Cosack. — *Traité de droit commercial allemand*, traduit par Léon Miss. Paris, 1907.

Fredericq. — *Principes de droit commercial belge*. Gand.

— *Gestion contrôlée et modifications apportées à la législation sur les faillites et sur les sursis de paiement*. Gand, 1934.

Lévy-Ullmann. — *La vie juridique des peuples*. Belgique.

Mayer (Bernhard). — *Kommentar zur Vergleichsordnung*. Munich, 1928.

Rigot-Muller. — *L'exploitation du commerce pendant la faillite*. Paris, 1934.

Recueils de Jurisprudence.

Annales de droit commercial.

Annuaire et bulletins de la Société de législation comparée.

Dalloz hebdomadaire et Dalloz périodique.

Gazette judiciaire et commerciale de Lyon.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Journal des faillites et des liquidations judiciaires.

Recueil de droit commercial et de droit social.

*Revue pratique de Législation et de Jurisprudence du Tribunal de
Commerce de la Seine.*

Sirey.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
La crise actuelle suggère d'alléger le régime de la faillite par :	
1° le développement des mesures amiables et la création d'un concordat préventif.	
2° la conclusion de concordats judiciaires qui donnent toutes garanties contre le retour à l'état de faillite, au moyen de :	
a) la conclusion de concordats à dividendes variables ;	
b) la création de Sociétés civiles d'obligataires.	
CHAPITRE PREMIER. — Projets de réforme tendant à prévenir la faillite	5
Rapport de M. Puech. Examen des propositions de loi de MM. Rollin, Le Corbeiller, Bardon, Brunet, de Monzie, Cot. — Proposition de loi de M. Baudouin-Bugnet portant institution de la conciliation commerciale. — Point de vue de M. Troullier, ancien Président du Tribunal de Commerce de la Seine. — Rapport de M. Coty.	
CHAPITRE II. — Des mesures amiables	22
Le concordat amiable.	
1° Sa nature juridique. Contrat. Absence de publicité. Nécessité de l'unanimité des créanciers chirographaires. Intervention des créanciers hypothécaires. Nantis. Privilégiés	24
2° Ses effets	29
a) le débiteur.	
b) les créanciers, interdiction d'avantages particuliers.	
c) les coobligés et les cautions.	
3° Annulation et résolution	39
Utilité de la création d'un concordat préventif.	

	Pages
CHAPITRE III. — Du concordat préventif en Belgique et en Allemagne	44
1 ^o <i>Belgique.</i>	
Le sursis de paiement. Le concordat préventif, Loi du 28 juin 1887. Arrêté-Loi du 15 octobre 1934 créant la gestion contrôlée et arrêté-loi concomitant allégeant les conditions d'obtention du sursis de paiement.	
2 ^o <i>Allemagne</i>	56
Mesures prises au cours de la guerre. La surveillance judiciaire et le concordat préventif. Institution définitive du concordat préventif par la Loi du 5 juillet 1927.	
CHAPITRE IV. — Des concordats inexécutés. Leur résolution.	67
Dangers d'inexécution des concordats judiciaires. Possibilité de contraindre le débiteur à l'exécution du concordat ou de demander la résolution.	
Effets juridiques de la résolution du concordat : Réouverture de la faillite. Effet rétroactif de la résolution. Maintien des actes loyaux, accomplis par le débiteur. Reprise des opérations de la faillite. Solution par union ou nouveau concordat.	
Moyens d'éviter la résolution	74
a) Pouvoir d'appréciation du tribunal. Délai d'exécution.	
b) Esprit conciliant des créanciers.	
c) Rôle du commissaire au concordat.	
CHAPITRE V. — De la formation du concordat judiciaire.	
Moyens de prévenir le risque de résolution.	78
Le concordat doit présenter des garanties suffisantes d'exécution.	
1 ^o <i>De la collaboration du syndic, des créanciers et du tribunal.</i>	80
Les créanciers, les contrôleurs. Projet de nomination d'un co-syndic.	
Le Tribunal. Pouvoir d'appréciation pour accorder ou refuser l'homologation. Rejet du concordat de la Société foncière du Nord de la France par le Tribunal de Commerce de la Seine. Rejet du concordat de la Société du Crédit foncier du	

	Pages
Brésil et de l'Amérique du Sud par la Cour d'Appel de Paris	85
Possibilité de modification des clauses du concordat avant l'homologation. Question discutée.	
Concordat de la Société l'Electro-Câble	90
2° <i>De la conclusion de concordats à dividendes variables</i>	93
Nécessité de ménager l'avenir. Exemples tirés des quarante dernières années.	
1892 : Concordat de la Compagnie Française des chemins de fer de la province de Santa-Fé . .	95
1919 : Concordat de la Compagnie Générale de chemins de fer de la province de Buenos-Ayres.	99
1923 : Traité de règlement transactionnel de la Banque industrielle de Chine.	102
1934 : Concordat de la Société des Aéroplanes G. Voisin.	105
1934-1935 : Propositions concordataires de la Société Lorraine-Minière et Métallurgique. .	106
3° <i>Du groupement des créanciers concordataires en société civile.</i>	109
Nécessité d'éviter les demandes de résolution intempestives. Opportunité d'imposer la loi du nombre. Projet de loi sur les accords professionnels obligatoires.	
Du statut juridique des groupements de créanciers.	
Syndicat des obligataires de la Compagnie Française des chemins de fer de Santa-Fé	113
Association des porteurs de bons du Règlement Transactionnel de la Banque industrielle de Chine	114
CONCLUSION	117
BIBLIOGRAPHIE	121

SORTI DES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE BARNÉOUD
A LAVAL (FRANCE)

